

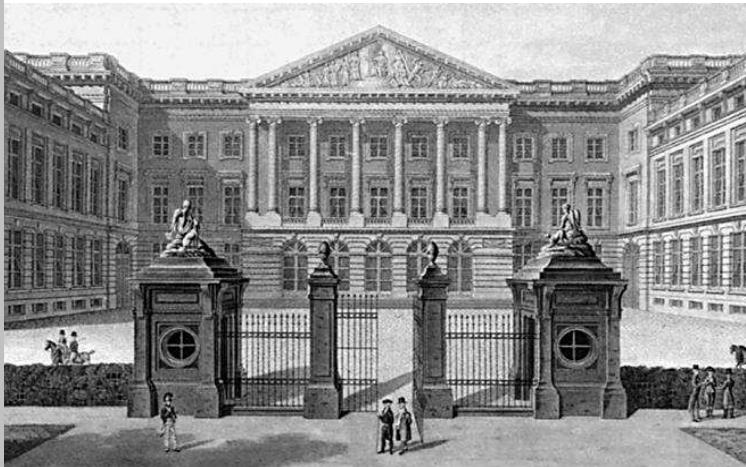
5-71COM

Commission des Finances et des Affaires économiques

Mercredi 18 mai 2011

Séance du matin

Annales



Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011

Handelingen

Commissie voor de Financiën
en voor de Economische
Aangelegenheden

Woensdag 18 mei 2011

Ochtendvergadering

5-71COM

Belgische Senaat
Gewone zitting 2010-2011

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude sur «les succès des services d'inspection sociale» (n° 5-661)	4
Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'impact des normes Bâle III et Solvency II sur le secteur financier belge» (n° 5-562)	6
Demande d'explications de M. Frank Boogaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'audit interne et l'analyse de performance du système Paperless Douanes et Accises» (n° 5-811)	9
Demande d'explications de M. Richard Miller au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur «la décision de la Cour européenne de Justice concernant le must carry» (n° 5-691)	12
Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «le recrutement d'un nouveau directeur pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire» (n° 5-761)	15
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «un assouplissement de la Charte du contribuable en vue de renforcer la lutte contre la fraude fiscale» (n° 5-832)	16
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le rapport annuel du Service de conciliation fiscale» (n° 5-859)	20
Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au ministre du Climat et de l'Énergie sur «la réduction sur facture à l'achat d'un véhicule moins polluant» (n° 5-868)	22
Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le bonus octroyé par Dexia» (n° 5-885)	25
Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «un trafic de matériel militaire à destination de l'armée iranienne à partir de Zaventem» (n° 5-887)	28
Demande d'explications de M. Frank Vandenbroucke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le recours au document visé à l'article 138bis-6, troisième alinéa, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre» (n° 5-857)	30

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding over «de successen van sociale inspectiediensten» (nr. 5-661)	4
Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de impact van de Bazel III- en Solvency II-normen op de Belgische financiële sector» (nr. 5-562)	6
Vraag om uitleg van de heer Frank Boogaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de interne audit en de performantieanalyse van het Paperless Douane- en Accijnzensysteem» (nr. 5-811)	9
Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over «de uitspraak van het Europees Hof van Justitie over de must carry» (nr. 5-691)	12
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de aanwerving van een nieuwe directeur voor de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis» (nr. 5-761)	15
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «een versoepeling van het Charter van de belastingplichtige voor meer slagkracht in de strijd tegen de fiscale fraude» (nr. 5-832)	16
Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «het jaarverslag van de Fiscale Bemiddelingsdienst» (nr. 5-859)	20
Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de minister van Klimaat en Energie over «de korting op factuur bij aankoop van een minder vervuilende wagen» (nr. 5-868)	22
Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de bonus toegekend door Dexia» (nr. 5-885)	25
Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «een illegaal transport van militair materieel voor het Iraanse leger vanuit Zaventem» (nr. 5-887)	28
Vraag om uitleg van de heer Frank Vandenbroucke aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «het gebruik van het document bedoeld in artikel 138bis-6, derde lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst» (nr. 5-857)	30

Présidence de M. Ahmed Laaouej*(La séance est ouverte à 10 h 25.)***Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude sur «les succès des services d'inspection sociale» (nº 5-661)**

M. Bert Anciaux (sp.a). – Voici quelques mois, le secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude annonçait de très bonnes nouvelles. Une répression plus efficace de la fraude aux cotisations et aux allocations sociales avait rapporté 10 millions de recettes supplémentaires. Les services d'inspection avaient retrouvé des cotisations sociales éludées à concurrence de 39,6 millions d'euros, alors que 38,8 millions d'allocations sociales indûment versées avaient pu être recouvrées. De plus, le nombre de personnes contrôlées avait crû de 3% et on avait constaté 18% d'infractions en plus. Dans l'horeca, le nombre d'infractions a augmenté de 27%. Je félicite le secrétaire d'État pour ces bons résultats.

Comment le secrétaire d'État explique-t-il ce succès ? Quels facteurs ou quels acteurs ont-ils contribué à cette efficacité accrue ? Comment le secrétaire d'État consolidera-t-il ces résultats positifs ? Quelles garanties d'efficacité toujours croissante en matière de lutte contre la fraude, sociale en particulier, peut-il nous donner ? Où résident les principaux obstacles ? Peut-il nous assurer que tous ses collègues et tous les services publics fédéraux coopèrent le mieux possible avec lui ?

Le secrétaire d'État estime-t-il que sa fonction restera nécessaire dans un gouvernement futur ?

M. Carl Devlies, secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice. – Je remercie M. Anciaux pour la tonalité positive de sa demande d'explications et apprécie ses propos flatteurs à l'égard des services chargés de la lutte contre la fraude sociale.

Les chiffres cités portent uniquement sur les résultats du Service d'information et de recherche sociale (SIRS) et ne forment donc qu'un élément d'un tout. Le SIRS coordonne l'approche des services d'inspection sociale dans tout le pays. Chaque service d'inspection a ses activités et ses contrôles spécifiques et publie ses propres résultats.

Les chiffres donnés par notre collègue Anciaux sont corrects et confirment le succès grandissant des contrôles, fruit d'une meilleure organisation. Le nombre d'inspecteurs et de contrôles étant limité, le SIRS veille à une action pragmatique, ciblée et systématique, fondée sur un certain nombre de principes.

Primo, la méthode de travail a été généralisée et optimisée. Je songe à l'usage de banques de données, au croisement de données et au développement de formulaires et d'instructions communes, électroniques ou non.

Secundo, on applique une stratégie intégrée. Autrement dit, on veille au respect des objectifs du gouvernement. Les

Voorzitter: de heer Ahmed Laaouej*(De vergadering wordt geopend om 10.25 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding over «de successen van sociale inspectiediensten» (nr. 5-661)**

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Enkele maanden geleden bracht de staatssecretaris voor Fraudebestrijding bijzonder goed nieuws. Een efficiëntere aanpak van de bijdrage- en uitkeringsfraude zorgde voor een meeropbrengst van 10 miljoen euro. In totaal spoorden de inspectiediensten voor 39,6 miljoen euro ontduiken sociale bijdragen op, terwijl nog eens voor 38,8 miljoen aan onterecht ontvangen uitkeringen teruggevorderd konden worden. Daarnaast steeg het aantal gecontroleerde personen met 3% en de vastgestelde inbreuken met 18%. Het aantal inbreuken bij de horeca nam toe met 27%. Ik feliciteer de staatssecretaris met deze mooie resultaten.

Hoe verklaart de staatssecretaris dit succes? Welke factoren of actoren zorgden voor deze fors toegenomen slagkracht? Hoe zal de staatssecretaris de positieve resultaten voortzetten? Welke waarborgen kan hij geven voor een nog grotere efficiëntie en effectiviteit van de fraudebestrijding in het algemeen en van die in de sociale context in het bijzonder? Welke zijn de belangrijkste hinderpalen? Kan hij ons verzekeren dat al zijn collega's en alle federale overheidsdiensten optimaal met hem samenwerken?

Vindt de staatssecretaris dat zijn functie ook in een toekomstige regering noodzakelijk blijft?

De heer Carl Devlies, staatssecretaris voor de Coördinatie van de Fraudebestrijding en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie. – Ik dank de heer Anciaux voor de positieve teneur van zijn vraag en waardeer zijn appreciatie voor de diensten die zich bezighouden met de sociale fraudebestrijding.

De geciteerde cijfers hebben alleen betrekking op de resultaten van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD) en zijn dus een onderdeel van een groter geheel. De SIOD is de koepel van de sociale inspectiediensten die zorgt voor een gecoördineerde aanpak over het hele land. Elke inspectiedienst heeft daarnaast zijn eigen activiteiten en controles en komt met eigen resultaten naar voren.

De cijfers van collega Anciaux kloppen en bevestigen het toenemend succes van de controles. Dat is het gevolg van een betere organisatie. Het aantal inspecteurs en controles is immers beperkt. Daarom streeft de SIOD naar een pragmatische, doelgerichte en systematische aanpak. Daarbij gelden een aantal principes.

In de eerste plaats werd de werkmethodeveralgemeend en geoptimaliseerd. Ik heb het daarbij dan over het gebruik van databanken, het kruisen van gegevens en het ontwikkelen van gemeenschappelijke formulieren en instructies, al dan niet elektronisch.

differents services ont certes la faculté d'y apporter leurs accents propres. Le gouvernement a d'ailleurs approuvé la semaine dernière le plan stratégique pour 2011.

Tertio, on donne la priorité à un échange optimal d'informations entre les services d'inspection sociale, entre les cellules d'arrondissement et le SIRS, entre les différentes cellules d'arrondissement, entre les services d'inspection sociale et les autres services concernés par la lutte contre la fraude sociale, qui sont détenteurs d'informations, comme les organisations de travailleurs et d'employeurs.

À partir de 2011, nous avons aussi l'intention de faire rapport systématiquement et en temps réel sur les résultats du SIRS. Un logiciel a été développé et les premiers résultats devraient apparaître sous peu.

Nous demandons aux cellules d'arrondissement de donner la priorité à la qualité des contrôles en se focalisant sur les secteurs au niveau de fraude élevé, comme la construction, le nettoyage, l'alimentation et l'horeca, et en mettant l'accent davantage sur la constatation des infractions que sur le nombre de contrôles. Alors qu'auparavant les statistiques énuméraient surtout les contrôles, on s'intéresse à présent au nombre de constatations. On peut augmenter ce nombre en sélectionnant judicieusement les entreprises à contrôler.

Vos questions relatives à l'avenir – que reste-t-il à faire et quels sont les obstacles – sont fort générales ; une réponse complète serait très longue. Il importe de poursuivre les projets que nous avons lancés ces dernières années.

L'échange de données et le couplage de banques de données sont essentiels et nous permettent d'améliorer nos résultats.

Des projets à plus petite échelle sont aussi importants. Notre intention est de généraliser le procès-verbal électronique, introduit en 2011 dans les principaux services d'inspection, à l'ensemble de ceux-ci, leur permettant ainsi d'utiliser un modèle unique de procès-verbal.

La cellule mixte de soutien, qui réunit les services de police et d'inspection sociale, a vu le jour cette année. Cette cellule s'occupe de la prévention, du contrôle et de la systématisation de la stratégie, et nous espérons en voir les premiers résultats ces prochains mois.

L'approche sectorielle reste également importante. Nous avons agi efficacement dans les secteurs de la construction, de l'horeca, de l'industrie de la viande et du nettoyage. Des mesures sectorielles ont été élaborées, souvent en concertation avec les organisations patronales et syndicales.

À côté du Collège pour la lutte contre la fraude, lequel coordonne l'ensemble de cette lutte, existe aussi un Comité ministériel, au sein duquel – outre mon collègue Clerfayt, ici présent et responsable des aspects fiscaux en sa qualité de secrétaire d'État adjoint au ministre des Finances – les ministres des Affaires sociales, de l'Emploi, de l'Entreprise, de l'Intérieur et de la Justice assument leur part du travail. Il est primordial que le Comité ministériel et le Collège, où siègent les fonctionnaires dirigeants de tous les départements concernés, continuent à exister. Le collège s'est d'ailleurs penché à la fin de l'année dernière sur le futur de la lutte contre la fraude et avait établi une note à l'intention du formateur. Jusqu'à hier, il n'y avait pas de formateur, mais cette note a été transmise à la Chambre et discutée en

In de tweede plaats wordt een geïntegreerde strategie toegepast. Dat wil zeggen dat men erop toeziet dat de doelstellingen van de regering worden gerespecteerd. De individuele diensten hebben wel de mogelijkheid om eigen accenten te leggen. De regering heeft trouwens vorige week het strategisch plan voor 2011 goedgekeurd.

Ten derde wordt er voorrang gegeven aan een optimale informatie-uitwisseling tussen de sociale inspectiediensten, de arrondissementscellen en de SIOD, de arrondissementscellen onderling, de sociale inspectiediensten en de andere diensten die betrokken zijn bij de strijd tegen de sociale fraude en die in het bezit zijn van informatie, zoals de werknemers- en werkgeversorganisaties.

Het is ook de bedoeling om vanaf 2011 systematisch en in real time te rapporteren over de SIOD-resultaten. Er werd daarvoor software ontwikkeld en normaal moeten we binnenkort de eerste resultaten zien.

Aan de arrondissementscellen werd ook gevraagd voorrang te geven aan de kwaliteit van de controles door ze te richten op de sectoren waar de fraude aanzienlijk is, zoals de bouw, de schoonmaak, de voedingsindustrie en de horeca, en eerder de nadruk te leggen op de vaststelling van de inbreuken dan op het aantal controles. Terwijl men in het verleden vooral werkte op het aantal controles voor statistische doeleinden, gaat het nu over het aantal vaststellingen. Dat aantal kan worden opgedreven door een goede selectie van de te controleren bedrijven.

Uw vragen over de toekomst – wat moet er nog gebeuren en welke zijn de hinderpalen – zijn zeer algemeen en als ik u volledig wil informeren, zou dat een zeer uitgebreid antwoord vergen. Belangrijk is dat de projecten die we de voorbije jaren hebben opgezet, worden voortgezet. Bijzonder belangrijk is de gegevensuitwisseling, het kruisen van de databanken, waardoor we meer en meer resultaten boeken.

Ook kleinere projecten zijn belangrijk. Het is de bedoeling dat het elektronisch proces-verbaal, dat in 2011 in de voornaamste inspectiediensten is ingevoerd, naar alle inspectiediensten wordt uitgebreid, zodat ze allemaal met eenzelfde proces-verbaal kunnen werken.

Ook de gemengde ondersteuningscel, een samenwerking tussen politiediensten en sociale-inspectiediensten, is dit jaar van start gegaan. Deze cel werkt tegelijk aan preventie, controle en een systematische aanpak en we hopen in de loop van de volgende maanden over de eerste resultaten daarvan te kunnen beschikken.

Ook de sectorale aanpak blijft belangrijk. We hebben sterk gewerkt in de bouwsector, de horeca, de vleesindustrie en de schoonmaak. Er werden hiervoor sectorale maatregelen uitgewerkt, vaak in overleg met werkgevers- en werknemersorganisaties.

Naast het College voor de Fraudebestrijding, dat het geheel van de fraudebestrijding coördineert, is er ook het Ministerieel Comité, waarin naast collega Clerfayt, die hier aanwezig is en als staatssecretaris toegevoegd aan de minister van Financiën verantwoordelijk is voor de fiscale kant van de zaak, ook de ministers van Sociale Zaken, Werk, Ondernemen, Binnenlandse Zaken en Justitie hun deel van het werk op zich nemen. Zeer belangrijk is dat zowel het

commissions réunies des Finances et de la Justice dans l'optique du suivi des recommandations de la Commission d'enquête de la Chambre sur la fraude fiscale organisée. Nous avons ainsi envoyé nos recommandations et espérons qu'elles parviendront au formateur, et qu'elles puissent constituer un élément de discussion lors de la formation du gouvernement.

Le collège est d'avis qu'il doit poursuivre son existence et qu'il doit aussi y avoir un Comité ministériel. Il serait également indiqué qu'un membre du gouvernement soit compétent en la matière. Nous laissons ouverte la question de savoir si cette personne doit en être exclusivement chargée, mais il faudrait qu'un membre du gouvernement suive ce sujet et qu'il pèse davantage sur l'action des services spécialisés comme le SIRS, l'Inspection spéciale des impôts, la Direction de la lutte contre la fraude de la police et l'OCSC.

L'action peut être encore plus performante si c'est le ministre qui la dirige. Je peux mettre le document à votre disposition. Certaines recommandations ont déjà été mises en œuvre. D'ailleurs, le parlement n'est pas resté inactif ces derniers mois et a pris plusieurs bonnes initiatives.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Nous devons tous faire en sorte que le Comité ministériel et le Collège puissent encore bien fonctionner à l'avenir. Je retiens qu'on peut encore améliorer le pilotage et l'efficacité. Je continuerai à suivre ce dossier, car je trouve aussi que la protection de notre système social exige qu'on s'en prenne aux abus.*

Demande d'explications de M. Peter Van Rompuu au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'impact des normes Bâle III et Solvency II sur le secteur financier belge» (nº 5-562)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Peter Van Rompuu (CD&V). – *Je me réfère tout d'abord à ma question du 2 décembre 2010 sur l'instauration des normes Bâle III. Dans sa réponse, le ministre indiquait que les résultats de l'analyse d'impact n'étaient pas encore connus. La directive Solvency II devant également être transposée en droit national, je souhaite poser les questions suivantes.*

Le ministre a-t-il entre-temps un aperçu de l'impact des normes Bâle III sur les fonds propres du secteur bancaire

Ministerieel Comité als het College, waarin de topambtenaren van alle departementen betrokken bij de fraudebestrijding, inclusief de politiediensten en justitie, aanwezig zijn, blijven bestaan. Het College heeft zich de laatste maanden van vorig jaar trouwens gebogen over de toekomst van de fraudebestrijding en had een nota voor de formateur voorbereid. Tot gisteren was er geen formateur, maar de nota is wel naar de Kamer gestuurd waar ze in de verenigde commissies voor de Financiën en voor de Justitie werd behandeld naar aanleiding van de opvolging van de adviezen van de bijzondere onderzoekscommissie van de Kamer met betrekking tot de georganiseerde fiscale fraude. We hebben onze adviezen dus doorgegeven en het is ook de bedoeling dat ze bij de formateur terechtkomen, zodat ze bij de regeringsvorming een element van discussie kunnen zijn.

Het College is dus van oordeel dat het zelf moet blijven bestaan en dat er ook een Ministerieel Comité moet zijn. Het zou ook goed zijn mocht een lid van de regering bevoegd zijn voor deze materie. Of het iemand apart moet zijn of niet, daar spreken we ons niet over uit, maar het zou goed zijn mocht iemand binnen de regering deze materie volgen en mocht die persoon iets meer mogelijkheden hebben om de gespecialiseerde diensten, zoals SIOD, Bijzondere Belastinginspectie, Directie fraudebestrijding van de politie en COIV, aan te sturen.

Indien de minister dat aanstuurt kan men nog performanter optreden. Ik kan u dit document ter beschikking stellen. Een aantal adviezen zijn intussen al in uitvoering. Het parlement heeft de voorbije maanden trouwens niet stilgezet en een aantal goede initiatieven genomen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – We moeten er allemaal op toezien dat het Ministerieel Comité en het College in de toekomst goed kunnen blijven werken. Ik onthoud dat er nog iets meer aansturing en slagkracht kunnen worden ontwikkeld. Ik zal het dossier blijven volgen omdat ik het ermee eens ben dat de bescherming van ons sociaal systeem vereist dat misbruiken worden aangepakt.

Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuu aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de impact van de Bazel III- en Solvency II-normen op de Belgische financiële sector» (nr. 5-562)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Peter Van Rompuu (CD&V). – Ik verwijss eerst en vooral naar mijn vorige vraag van 2 december 2010 over de invoering van de Bazel III-normen. De minister liet mij in antwoord op deze vraag weten dat de resultaten van de impactanalyse nog niet bekend waren. Ook de Solvency II-richtlijn moeten worden omgezet in nationale rechtsorde, vandaar mijn vragen.

Beschikt de minister ondertussen reeds over een overzicht van de impact van de Bazel III-normen op het eigen vermogen

belge ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions ?

Le ministre a-t-il également un aperçu de l'impact de la directive Solvency II ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions ?

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Je vous lis la réponse du ministre.

Le Comité de Bâle a présenté ce que l'on a appelé les « normes Bâle III », qui concernent tant le capital que les liquidités, en réponse à la crise financière et à la demande du G20 de renforcer les exigences politiques afin de pouvoir garantir une plus grande stabilité financière.

En ce qui concerne le capital, la nouvelle norme Bâle III impose aux établissements de crédit l'obligation de garder un minimum de fonds propres de 4,5%, qui prend en considération le capital et les réserves et est appelé ratio common equity tier 1. Ce minimum sera complété avec un volant de 2,5%, ce qui porte à 7% le minimum exigé.

Comme indiqué dans la réponse à la question du 2 décembre 2010, la CBFA et la BNB ont réalisé une étude en coordination avec le Comité de Bâle et le Comité européen des contrôleurs bancaires (CECB) sur la situation des banques belges par rapport aux normes proposée en vue du calibrage des « normes de Bâle III ».

Le CECB qui, entre-temps a été rebaptisé European Banking Authority, ou EBA, a publié, le 16 décembre 2010, les résultats de l'étude d'impact européenne. Au total, 246 banques européennes dont quatre groupes bancaires belges, ont collaboré à cette analyse. Trente-trois de ces 246 banques peuvent être qualifiées de grands groupes bancaires et appartiennent dès lors au groupe 1, à savoir celui des banques dont le capital est supérieur à 3 milliards d'euros. Les autres peuvent être qualifiées de moyennes et appartiennent au groupe 2.

Si les nouvelles normes de Bâle étaient appliquées, le ratio common equity tier 1 serait de 4,9% en moyenne pour les banques européennes du groupe 1 et de 7,1% pour celles du groupe 2. Pourtant, il y a un décalage entre les banques, ce qui implique que certaines banques européennes, y compris des banques de droit belge, se situent au-dessous de cette moyenne. Il est regrettable que pour des raisons de confidentialité, aucune information ne puisse être communiquée sur les résultats de l'analyse par banque et par pays.

Les banques européennes du groupe 1 ont besoin de 53 milliards d'euros de capital et de réserve pour atteindre le minimum de 4,5% et de 263 milliards d'euros pour atteindre un ratio common equity tier 1 de 7%. Pour le groupe 2, le montant exigé en ce qui concerne le capital supplémentaire est de 9 milliards d'euros pour atteindre le ratio minimum de 4,5% et de 28 milliards d'euros pour atteindre le ratio de 7%.

Je rappelle au passage que ces nouvelles normes entreront progressivement en application à partir du 1^{er} janvier 2013 au niveau européen, sous réserve de l'application des directives européennes, pour finalement être complètement mises en œuvre au 1^{er} janvier 2019. Ce n'est qu'à cette date, que le ratio common equity tier 1 de 7% doit être atteint, ce

van onze Belgische banksector? Zo ja, wat zijn de conclusies?

Beschikt de minister ook over een overzicht van de impact van de Solvency II-richtlijn? Zo ja, wat zijn de conclusies? ²

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Ik lees het antwoord van de minister.

Het Baselcomité heeft de zogenaamde Basel III-normen, die zowel betrekking hebben op het kapitaal als op de liquiditeit, voorgesteld als antwoord op de financiële crisis en op de vraag van de G20 naar een aanscherping van de beleidsvereisten om een grotere financiële stabiliteit te kunnen garanderen.

Wat het kapitaal betreft, legt de nieuwe Basel III-norm de kredietinstellingen de verplichting op om een minimaal kerneigen vermogen van 4,5% aan te houden, dat in essentie kapitaal en reserves in aanmerking neemt en *common equity tier 1-ratio* wordt genoemd. Dat minimum zal worden aangevuld met een buffer van 2,5 procent, waardoor het vereiste minimum 7 procent bedraagt.

Zoals reeds aangegeven in het antwoord op de vraag van 2 december 2010, hebben de CBFA en de NBB, in overleg met het Baselcomité en het Comité van Europese Banktoezichthouders, CEBS, onderzoek verricht naar de toestand van de Belgische banken in het licht van de voorgestelde normen, en dit in het kader van de kalibratie van de zogenaamde Basel III-normen.

Het CEBS, dat ondertussen is omgedoopt tot European Banking Authority of EBA, heeft de resultaten van de Europese impactstudie op 16 december 2010 gepubliceerd. In totaal hebben 246 Europese banken, waaronder vier Belgische bankgroepen, aan die analyse meegewerkt. 33 van die 246 banken kunnen als grote bankgroepen worden gekwalificeerd en behoren dus tot groep 1: banken met een kapitaal van meer dan 3 miljard euro. De overige kunnen als middelgroot worden gekwalificeerd en behoren tot groep 2.

Als de nieuwe Bazelnormen onmiddellijk zouden worden toegepast, zou de *common equity tier 1-ratio* gemiddeld 4,9 procent bedragen voor de Europese banken van groep 1 en 7,1 procent voor die van groep 2. Toch is er een discrepantie tussen de banken onderling, wat impliceert dat een aantal Europese banken, waaronder ook banken naar Belgisch recht, onder dat gemiddelde liggen. Jammer genoeg kan om redenen van vertrouwelijkheid geen detailinformatie worden bekendgemaakt over de resultaten van de analyse per bank en per land.

De Europese banken van groep 1 hebben 53 miljard euro aan kapitaal en reserves nodig om het minimum van 4,5 procent te halen en zelfs 263 miljard euro om een *common equity tier 1-ratio* van 7 procent te halen. Voor de banken van groep 2 bedraagt het vereiste bedrag aan aanvullend kapitaal 9 miljard euro om tot de minimale ratio van 4,5 procent te komen en 28 miljard euro om de ratio van 7 procent te halen.

Terloops wordt eraan herinnerd dat die nieuwe normen, onder voorbehoud van de aanpassing van de Europese richtlijnen, vanaf 1 januari 2013 geleidelijk in werking zullen treden op Europese niveau, om uiteindelijk op 1 januari 2019 volledig

qui permet aux établissements d'ajuster leurs fonds propres.

Les banques belges concernées disposent de plusieurs possibilités pour atteindre cet objectif : une augmentation des bénéfices réservés, une augmentation de capital ou une réduction des activités impliquant des risques importants. La période de transition leur laisse une marge de manœuvre assez large qui leur permettra de choisir la solution qui leur convient le mieux. Le choix dépendra de la stratégie que les banques concernées adopteront pour leur plan de développement au cours des années à venir.

Afin de vérifier quel impact financier le régime Solvency II aurait sur le secteur des assurances, on a réalisé, mi-2010 une étude d'impact quantitative appelée exercice QIS5. Soixante entreprises belges y ont participé. Cet échantillon représente 90% des primes d'assurances-vie et 60% des assurances non-vie.

L'étude indique que l'exigence de capital, sous une approche standard, augmenterait considérablement par rapport à l'exigence actuelle, à savoir de 56% en moyenne, sur l'ensemble des entreprises. Cela s'explique par le fait que Solvency II vise à préciser la quantification des risques sous-jacents et applique une tolérance au risque relativement stricte. 70% du total des fonds propres exigés sont à imputer aux risques de marché, en particulier le risque de prix sur le portefeuille d'obligations, le risque de taux d'intérêt et le risque des actions, 20% au risque de souscription pour le portefeuille assurances-vie et 10% aux autres risques. Il convient de noter que le calibrage des paramètres tient compte de la situation des marchés en 2008. La quantification des risques lors de l'instauration du régime Solvency II sera considérablement simplifiée comparée à l'exercice QIS5.

L'étude démontre également qu'en moyenne, les capitaux propres disponibles augmenteraient de 40%. Cela s'explique par le fait que par une valorisation de marché du bilan des compagnies d'assurances, certains éléments, en particulier les plus-values non réalisées sur investissements, sont repris dans les fonds propres. Cela a pour conséquence qu'en moyenne, les exigences de fonds propres seraient couvertes à concurrence de 180% par des fonds propres disponibles. Ce ratio de solvabilité est de 230% sous le régime actuel. Il faut cependant remarquer que la comparaison de situations en matière de solvabilité entre le régime actuel et Solvency II est peu pertinente étant donné que l'on part de principes totalement différents pour les postes du bilan et de différents modes de calcul des risques.

Les résultats du marché belge sont dans la lignée de la moyenne européenne tant pour la composition des exigences de capitaux pour les risques principaux que pour l'impact sur le nouveau ratio de solvabilité, à savoir le ratio européen moyen de solvabilité de 166% comparé aux 180% requis pour les entreprises belges.

Dès que la commission aura définitivement fixé les exigences au cours du second semestre de cette année, chaque entreprise devra vérifier si des mesures sont nécessaires, et lesquelles, pour satisfaire aux nouvelles exigences. Les instances de surveillance contrôleront ce processus et interviendront si nécessaire auprès des entreprises.

geïmplementeerd te zijn. Het is pas op laatstgenoemde datum dat de *common equity tier 1*-ratio van 7 procent moet worden bereikt, wat de instellingen de gelegenheid biedt om hun eigen vermogen op peil te brengen.

De betrokken Belgische banken beschikken over verschillende mogelijkheden om dat streefdoel te verwezenlijken: meer winst reserveren, overgaan tot een kapitaalverhoging of tot een inkrimping van de activiteiten die een groot risico inhouden. De overgangsperiode laat hen een tamelijk grote bewegingsruimte om te beslissen welke voor hen de meest wenselijke oplossing is. Hun keuze zal afhangen van de strategie waarvoor de betrokken banken de komende jaren zullen opteren voor hun ontwikkelingsplan.

Om na te gaan welke financiële impact het voorgestelde Solvency II-regime zou hebben op de Europese verzekeringssector werd in het midden van 2010 een kwantitatieve impactstudie uitgevoerd, de zogenaamde QIS5-oefening. Voor de Belgische markt hebben zestig ondernemingen hieraan deelgenomen. Deze steekproef vertegenwoordigt 90 procent van de marktpremies voor Leven en 60 procent van de marktpremies voor Niet-Leven.

De studie wijst uit dat de kapitaalvereiste onder een standaardbenadering aanzienlijk zou stijgen in vergelijking met de huidige vereiste. Gemiddeld over het geheel van ondernemingen gaat het om een stijging van 56 procent van de huidige vereiste. Dit valt te verklaren door het feit dat Solvency II een meer verfijnde kwantificering van de onderliggende risico's beoogt en een relatief strenge risicotolerantie hanteert. Uit de totale kapitaalvereiste valt 70 procent toe te schrijven aan marktrisico's, voornamelijk het prijsrisico op de obligatieportefeuille, renterisico en aandelenrisico, 20 procent aan onderschrijvingsrisico voor de portefeuille Levensverzekeringen en 10 procent aan overige risico's. Er dient te worden opgemerkt dat de kalibratie van de parameters rekening houdt met de toestand van financiële markten in 2008. De kwantificering van risico's bij de invoering van het Solvency II-regime zal aanzienlijk vereenvoudigd worden vergeleken met de QIS5-oefening.

De studie wijst ook uit dat gemiddeld genomen het beschikbaar eigen vermogen zou stijgen met 40 procent. Dit valt te verklaren doordat bij een marktconsistente waardering van de balans van verzekeringsondernemingen bepaalde elementen, voornamelijk de niet-gerealiseerde meerwaarden op de beleggingen, opgenomen worden in het eigen vermogen. Dit heeft als gevolg dat gemiddeld genomen de eigen vermogensvereiste voor 180 procent gedekt zou zijn door beschikbaar eigen vermogen. Deze solvabiliteitsratio bedraagt 230 procent onder het huidige regime. Er dient wel te worden opgemerkt dat de vergelijking van solvabiliteitssituaties tussen het huidige regime en Solvency II weinig relevant is aangezien men uitgaat van totaal verschillende waarderingsprincipes voor de balansposten en van verschillende berekeningswijzen van risico's.

De resultaten voor de Belgische markt liggen in lijn met het Europees gemiddelde, zowel voor de samenstelling van de kapitaalsvereisten voor de voornaamste risico's als voor de impact op de nieuwe solvabiliteitsratio, namelijk de gemiddelde Europese solvabiliteitsratio van 166 procent vergeleken met 180 procent voor de Belgische

M. Peter Van Rompuy (CD&V). – *Je ne suis pas vraiment étonné que les chiffres ne puissent être communiqués par pays. Compte tenu de l'importance des banques concernées, on pourrait en effet déduire les chiffres par banque, ce qui pourrait encore causer davantage d'insécurité sur le marché. Je comprends donc cette réponse.*

La réponse montre également que nous devons continuer à contrôler rigoureusement les mesures que nous avons déjà prises, en particulier celles du modèle twin peaks, et les mesures européennes, afin que la situation précaire ne dure pas trop longtemps. J'ai compris qu'il faudrait attendre 2019 avant que les normes Bâle III soient tout à fait atteintes. Jusque là, les banques belges devront être prêtes à toutes éventualités.

Demande d'explications de M. Frank Boogaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'audit interne et l'analyse de performance du système Paperless Douanes et Accises» (nº 5-811)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Frank Boogaerts (N-VA). – *Dans sa réponse à ma demande d'explications n° 5-307, le ministre des Finances a fait référence à des mesures susceptibles d'améliorer la performance du système PLDA. Il a ainsi annoncé le lancement d'un audit interne dont le rapport définitif devait être disponible fin mars 2011. Le service TIC des Finances réalisera, avec IBM, une analyse de la performance du système PLDA.*

Les acteurs de terrain nous signalent cependant que les problèmes subsistent et même s'aggravent.

Quels sont les résultats de l'audit interne ?

Quelles sont les recommandations qui découlent de cet audit ?

Ces recommandations seront-elles examinées au sein des organisations de concertation sur le terrain qui pourront en mesurer la performance ? Je pense avant tout au Forum national où sont représentés les autorités douanières, le SPF Finances et le secteur privé.

Dans quel délai les recommandations seront-elles concrétisées ?

Quelles sont les procédures d'urgence en vigueur et quand leur échéance est-elle prévue ?

ondernemingen.

Zodra de Europese Commissie in de tweede helft van dit jaar de vereisten definitief heeft vastgesteld, moet elke onderneming nagaan of en eventueel welke maatregelen er nodig zijn om aan de nieuwe vereisten te voldoen. De toezichthouders zullen natuurlijk toeziend op voormeld proces en indien vereist ingrijpen bij individuele ondernemingen.

De heer Peter Van Rompuy (CD&V). – Het verbaast me niet echt dat de cijfers niet per land kunnen worden meegedeeld. Gelet op de omvang van de betrokken banken, zouden daaruit immers de cijfers per bank kunnen worden afgeleid, wat nog meer onzekerheid op de markt zou kunnen veroorzaken. Ik heb dus begrip voor dat antwoord.

Het antwoord toont ook aan dat we de maatregelen die we al hebben genomen, in het bijzonder de maatregelen in het kader van het Twin-Peaksmodel, en de Europese maatregelen, strikt moeten blijven opvolgen zodat de precaire situatie niet te lang aanhoudt. Ik heb begrepen dat het tot 2019 zal duren eer de Bazel III-normen volledig zullen worden bereikt. Tot dan zal het voor de Belgische banken alle hens aan dek zijn.

Vraag om uitleg van de heer Frank Boogaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de interne audit en de performantieanalyse van het Paperless Douane- en Accijzensysteem» (nr. 5-811)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Frank Boogaerts (N-VA). – In zijn antwoord op mijn vraag nr. 5-307 verwijst de minister van Financiën naar de maatregelen om de performantie van het PLDA-systeem te verbeteren. Hij antwoordde onder meer dat een interne audit werd opgestart. Het definitieve rapport van die audit zou eind maart 2011 beschikbaar zijn. De ICT-dienst van Financiën zou, samen met IBM, ook een analyse van de performantie van het PLDA-systeem maken.

We krijgen echter nog altijd berichten van het terrein dat de problemen met PLDA aanhouden en zelfs erger worden.

Wat zijn de resultaten van de interne audit ?

Welke aanbevelingen vloeien uit deze audit voort ?

Zullen die aanbevelingen worden besproken in de overlegorganisaties op het terrein, zodat de performantie kan worden getoetst ? Ik denk in de eerste plaats aan het Nationaal Forum, waarin de douaneautoriteiten, de FOD Financiën en de privésector vertegenwoordigd zijn.

Op welke termijn zullen de aanbevelingen worden uitgevoerd ?

Welke noodprocedures zijn nog steeds van kracht en wat is de voorziene einddatum daarvan ?

Wat is de stand van zaken van de analyse van de performantie

Où en est l'analyse de la performance du PLDA, réalisée par le service TIC des Finances en collaboration avec IBM ?

À quelles recommandations cette analyse a-t-elle abouti ?

Ces recommandations seront-elles examinées au sein des organisations de concertation sur le terrain qui pourront en mesurer la performance ? Je pense avant tout au Forum national.

Dans quel délai les recommandations seront-elles concrétisées ?

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Je vous lis la réponse du ministre des Finances.

L'audit interne du système PLDA est terminé. Un rapport officieux a été soumis à l'approbation de l'administration à la mi-février 2011. L'administration a formulé ses remarques et les a communiquées le 11 mars 2011. Le rapport définitif est arrivé le 4 mai 2011.

Le rapport porte surtout sur l'audit interne du volet financier du PLDA. D'autres éléments ont aussi été examinés et une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des utilisateurs internes et externes. Sept problèmes majeurs ont été constatés. Ainsi, les données financières obtenues grâce à la consultation ne seraient pas toujours fiables, la consultation serait laborieuse en raison de problèmes de performance, la gestion de l'accès aux différents sous-modules ne serait pas optimale et les use case specifications ne seraient pas suffisamment développées.

L'administration a chargé le contractant de procéder à une analyse en vue de l'amélioration de la performance du PLDA. J'y reviendrai.

Certaines améliorations ont déjà été apportées au PLDA depuis le 1^{er} janvier 2011 à la suite de cette analyse. D'autres améliorations seront apportées dans les prochaines versions du PLDA. C'est le même principe qui est appliqué pour la fiabilité des données. La version 5.4, qui sera accessible début juin 2011, permet des contrôles croisés en vue d'une double vérification de la fiabilité des données.

L'accès interne au PLDA est régi en fonction de l'information présente dans la base de données du personnel. L'information n'est pas toujours correcte et n'assure pas une gestion efficace de l'accès. En attendant la liaison du PLDA à l'Identity and Authentication Management (IAM), l'administration offre la possibilité d'accorder un accès plus limité ou plus large à des utilisateurs individuels sur la base des adresses mail. Il s'agit toutefois d'une procédure très compliquée. Tous les nouveaux projets lancés dans le cadre du Plan stratégique plurianuel (Multi-Annual Strategic Plan – MASP), utilisent d'ailleurs déjà l'IAM et il est prévu de relier le PLDA à l'IAM dans le courant de 2012.

Enfin, on a constaté que les tests d'acceptation et d'intégration ne se sont pas déroulés de manière formelle, que le release management n'est pas suffisamment intégré et que les rapports des tests ne sont pas toujours conformes à l'information release, si bien que l'on ne peut démontrer que toutes les anomalies corrigées ont été testées avec succès.

L'administration est consciente des lacunes citées mais ne

van PLDA, uitgevoerd door de ICT van Financiën, in samenwerking met IBM?

Welke aanbevelingen vloeien voort uit die analyse?

Zullen de aanbevelingen uit de analyse worden besproken in de overlegorganisaties op het terrein, zodat de performantie kan worden getoetst? Ik denk vooral aan het Nationaal Forum.

Op welke termijn zullen de aanbevelingen worden uitgevoerd?

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Ik lees het antwoord van de minister.

De interne audit van het PLDA-systeem is uitgevoerd. Een officieus rapport werd half februari 2011 aan de administratie ter goedkeuring voorgelegd. De administratie heeft haar opmerkingen geformuleerd en doorgestuurd op 11 maart 2011. Het definitieve rapport is toegekomen op 4 mei 2011.

Het rapport betreft vooral een interne audit van de financiële component van PLDA. Tegelijkertijd werden ook andere elementen onderzocht en werd een tevredenheidsonderzoek uitgevoerd bij zowel interne als externe gebruikers. Er werden zeven *major problems* vastgesteld. Zo zouden de via consultatie verkregen financiële gegevens niet altijd even betrouwbaar zijn, zou het opvragen moeizaam verlopen wegens performantieproblemen, het beheer van de toegang tot de verschillende submodules niet optimaal zijn en de *use case specifications* onvoldoende zijn uitgewerkt.

Ter verbetering van de performantie van PLDA heeft de administratie de contractant de opdracht gegeven een analyse voor de verbetering van de performantie door te voeren. Op de aanpak daarvan kom ik later nog terug.

Op basis van deze analyse werden in PLDA sedert 1 januari 2011 reeds verbeteringen aangebracht. Ook in de eerstvolgende versies van PLDA zullen overigens een aantal aanpassingen ter verbetering van de performantie zijn aangebracht. Hetzelfde principe wordt toegepast voor de betrouwbaarheid van de gegevens. De versie 5.4, die begin juni 2011 toegankelijk zal zijn, voorziet in de mogelijkheid tot het uitvoeren van kruiscontroles om de betrouwbaarheid van de gegevens te controleren en te dubbelchecken.

De interne toegang tot PLDA is geregeld op basis van de informatie aanwezig in de personeelsdatabase. Die informatie is niet altijd correct of ze volstaat niet om een gedegen toegangsbeleid te voeren. In afwachting van de aansluiting van PLDA op IAM (*Identity and Authentication Management*) geeft de administratie de mogelijkheid om op basis van e-mailadressen aan individuele gebruikers een beperktere of een meer uitgebreide toegang te verlenen. Dat is echter een bijzonder omslachtige procedure. Alle nieuwe projecten die nu binnen het MASP worden opgestart, werken trouwens reeds met IAM en het is de bedoeling om in de loop van 2012 ook PLDA aan te sluiten op IAM.

Tot slot werd vastgesteld dat de acceptatie- en integratietesten niet gebeurden op formele basis, het *release management* onvoldoende is geïmplementeerd en de testrapporten niet

peut y remédier dans l'immédiat car elle ne dispose pas du personnel suffisant avec les compétences requises.

La procédure visant au recrutement de trois personnes supplémentaires ayant le profil de business analyst avec un contrat à durée indéterminée, a certes été lancée en collaboration avec le service TIC des Finances.

Les problèmes mineurs et majeurs seront également pris en compte dans les nouvelles releases du PLDA.

Par ailleurs, l'Administration des Douanes et Accises n'envisage pas de discuter des résultats de l'audit interne avec les organisations de concertation, comme le Forum national. Les adaptations nécessaires recommandées seront apportées au PLDA.

Six procédures d'urgence sont encore en vigueur. Il ne s'agit pas de procédures d'urgence générales mais de procédures bien délimitées, liées à un certain type de marchandises et à des mesures bien déterminées à l'importation et à l'exportation. Deux de ces procédures ont été introduites dans la nouvelle version mise en production le 5 mai 2011, une troisième procédure sera intégrée dans la version 5.4 du PLDA, qui sera livrée en juin. Les autres procédures d'urgence sont analysées et seront mises en service dès qu'une solution aura été trouvée.

L'analyse de la performance se concentre sur les SQL statements et le modèle de données, les messages d'erreur dans les logs, les transactions business critiques et le code d'application.

Cette analyse a débuté en février et sera totalement terminée en juin. Lorsque les derniers résultats de l'analyse seront connus, un projet en plusieurs étapes sera élaboré en vue de l'intégration des recommandations dans le PLDA à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire de la maintenance.

En attendant, des index supplémentaires améliorant la vitesse d'exécution sont réalisés où nécessaire et pour autant qu'ils n'aient aucun effet négatif sur l'application.

Certains index ont déjà été implémentés et les statistiques du système ainsi que les commentaires du personnel ont déjà indiqué une légère amélioration.

L'administration ne discutera pas de ces recommandations dans une organisation de concertation. Il s'agit d'une série de recommandations techniques qui n'ont aucune plus-value pour une organisation de concertation si l'on ne maîtrise pas le fonctionnement technique de l'application et de l'organisation du service TIC du SPF Finances.

Il est prévu que les recommandations soient concrétisées progressivement et au plus tard pour octobre 2011.

M. Frank Boogaerts (N-VA). – Je remercie le secrétaire d'État pour la réponse circonstanciée qui pourtant me déçoit. Elle indique clairement que de nombreux problèmes

altijd in lijn zijn met de release-informatie, waardoor niet kan worden aangetoond dat alle opgeloste defecten met succes zijn getest.

De administratie is zich bewust van de vermelde tekortkomingen, maar kan ze niet onmiddellijk verhelpen omdat ze niet genoeg personeel met de nodige competenties heeft.

In samenwerking met ICT-Financiën is echter wel de procedure opgestart om drie extra mensen met het profiel van business analyst in dienst te nemen met een contract van onbepaalde duur.

De medium en minor problems zullen eveneens stelselmatig worden meegenomen in die nieuwe releases van PLDA.

Voorts is ook de Administratie der Douane en Accijnzen niet van plan het resultaat van de interne audit te bespreken met overlegorganisaties als het Nationaal Forum. Op basis van de aanbevelingen zullen de nodige aanpassingen worden aangebracht. in PLDA.

Momenteel zijn er nog zes noodprocedures van kracht. Het betreft geen algemene noodprocedures, maar duidelijk afgelijnde noodprocedures gekoppeld aan een bepaald soort goed en welbepaalde maatregelen bij in- en uitvoer. Twee van die noodprocedures werden ingevoerd met de nieuwe versie die op donderdag 5 mei 2011 in productie werd genomen, een derde noodprocedure zal in de versie 5.4 van PLDA worden ingevoerd, die begin juni wordt geleverd. De andere noodprocedures worden thans geanalyseerd en zullen, zodra de oplossing gevonden is, zo snel mogelijk in gebruik worden genomen.

De analyse van de performantie focust op *de SQL statements* en het datamodel, de foutmeldingen in de logs, de kritische business transacties en de applicatiecode.

Deze analyse werd in februari gestart en zal in juni volledig afgerond zijn. Nadat de laatste resultaten van de analyse bekend zullen zijn, zal een stappenplan worden opgezet om de aanbevelingen binnen de budgettaire enveloppe voor het onderhoud te implementeren in PLDA.

Ondertussen worden, waar nodig en indien er geen andere negatieve gevolgen zijn voor de applicatie, een aantal bijkomende indexen aangemaakt die de snelheid van uitvoeren bevorderen.

Enkele indexen werden reeds geïmplementeerd en op basis van statistieken uit het systeem, maar ook op basis van de feedback van het eigen personeel is al een beperkte verbetering waargenomen.

De administratie zal deze aanbevelingen niet bespreken in het kader van een overlegorganisatie. Het betreft een reeks technische aanbevelingen die voor een overlegorganisatie geen enkele toegevoegde waarde hebben als men niet vertrouwd is met de technische werking van de applicatie en de ICT-organisatie van de FOD Financiën.

De verwachting is dat de aanbevelingen stapsgewijs en ten laatste tegen oktober 2011 geïmplementeerd zullen zijn.

De heer Frank Boogaerts (N-VA). – Ik dank de staatssecretaris voor het omstandige antwoord, dat mij evenwel zwaar teleurstelt. Er wordt duidelijk aangegeven dat

subsistent alors que la PLDA est en usage depuis des années déjà. Le système n'a certes pas été imposé à ses utilisateurs mais n'a pas été suffisamment testé et n'est donc pas efficace. C'est désastreux pour notre commerce international. Nous accusons un gros retard sur nos voisins. Selon vous, les problèmes seraient résolus en octobre, c'est encore du temps perdu.

L'engagement de trois personnes supplémentaires sera peut-être suffisant mais j'en doute.

Il est décevant que ce problème ne soit pas abordé au sein du Forum national. Celui-ci a été créé voici trois ou quatre ans. Les débuts ont été prometteurs mais les choses se sont enlisées par la suite. Un nouveau départ a été donné au début de cette année avec l'intention louable de mettre les praticiens en contact avec les services TIC des Finances et d'aborder les problèmes pratiques. Le ministre déclare que l'on n'a pas l'intention de discuter des problèmes dans ce Forum ; c'est une occasion de dialogue manquée entre les deux acteurs importants. Il s'agit en effet d'une matière très technique mais les concepteurs de logiciels sont aussi représentés au Forum national.

Demande d'explications de M. Richard Miller au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur «la décision de la Cour européenne de Justice concernant le must carry» (nº 5-691)

M. le président. – Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique, répondra.

M. Richard Miller (MR). – Le jeudi 3 mars 2011, la Cour européenne de Justice a rendu un arrêt selon lequel la réglementation obligeant les câblodistributeurs à diffuser un certain nombre de chaînes en Région bruxelloise était contraire au droit européen.

Cette obligation, plus connue sous le nom de must carry, impose en effet aux distributeurs la diffusion d'une série de chaînes afin d'assurer le pluralisme et la diversité culturelle de l'offre de programmes dans la région bilingue.

Tout en reconnaissant la légitimité de cet objectif, la Cour estime que la procédure qui sert à désigner les chaînes devant obligatoirement être diffusées « n'est pas suffisamment précise pour garantir que les chaînes sélectionnées sont celles dont le contenu global des programmes est en mesure de réaliser l'objectif culturel et l'intérêt général poursuivi ».

Selon la Cour, ces règles ne garantissent pas la transparence, pourtant requise par la directive européenne, au niveau du service universel. Les critères appliqués ne sont en effet pas connus des opérateurs privés. Pour la Cour, cette absence de transparence constitue une entrave à la liberté de prestation de services prévue par les traités européens.

Comme vous le savez certainement, les distributeurs de

er momenteel nog altijd veel problemen zijn, ondanks het feit dat PLDA al enkele jaren geleden van start ging. Het systeem is weliswaar niet aan de gebruikers ervan opgedrongen, maar toch in werking getreden in een vorm die onvoldoende getest was en nu niet doeltreffend blijkt. Dat de problemen blijven duren, is voor onze internationale handel een desastreuze situatie. vergeleken met onze buurlanden hebben we een grote achterstand. Als u voor de oplossing van de huidige problemen verwijst naar oktober, dan gaat er opnieuw veel tijd verloren.

Het voorstel om drie mensen extra in te schakelen, zal misschien voldoende zijn, maar ik heb daar grote twijfels bij.

Ik vind het bovenbieden teleurstellend dat dit probleem niet in het Nationaal Forum zal worden besproken. Het Nationaal Forum is drie of vier jaar geleden opgericht. De eerste opstart was positief, maar nadat is alles verwaterd. Begin dit jaar kwam er een tweede opstart, met de beste bedoelingen, om de mensen vanuit de praktijk in contact te brengen met de FOD Financiën, met de ICT-diensten en daar de praktische problemen te bespreken. Als de minister nu zegt dat het niet de bedoeling is de problemen daar te bespreken, mist hij een echte kans tot dialoog tussen de twee belangrijke spelers in deze. Het gaat inderdaad om een bijzonder technische kwestie, maar in het Nationaal Forum zijn ook de softwarehuizen vertegenwoordigd en dat zijn nu net de specialisten op dit terrein, samen met de privésector.

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over «de uitspraak van het Europees Hof van Justitie over de must carry» (nr. 5-691)

De voorzitter. – Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid, antwoordt.

De heer Richard Miller (MR). – Op 3 maart 2011 veldt het Europees Hof van Justitie een arrest dat stelt dat de reglementering die kabelexploitanten verplicht om een aantal zenders door te geven in het Brussels Gewest strijdig is met het Europees recht.

Die verplichting, beter bekend onder de naam must carry, legt de exploitanten inderdaad op een aantal zenders door te geven om het pluralisme en de culturele diversiteit van het programma-aanbod in de tweetalige regio te garanderen.

Hoewel het de legitimiteit van die doelstelling erkent, meent het Hof dat de procedure om de zenders aan te duiden die verplicht moeten worden doorgegeven 'niet nauwkeurig genoeg is om te garanderen dat de aldus geselecteerde zenders, zenders zijn waarvan de globale inhoud van de programma's de nagestreefde doelstelling van algemeen belang op cultuurgebied kan verwezenlijken.'

Volgens het Hof garanderen die regels geen transparantie, wat nochtans voor de universele dienst door de Europese richtlijn wordt vereist. De privéoperatoren kennen de toegepaste criteria immers niet. Voor het Hof betekent dat ontbreken van transparantie een aantasting van de vrijheid van dienstverlening zoals opgenomen in de Europese

services par câble installés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale relèvent de la compétence du gouvernement fédéral et sont soumis, en matière de must carry, à d'autres dispositions prises en application de l'article 13 de la loi du 30 mars 1995 relative aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et à l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Madame la ministre, pouvez-vous m'expliquer l'effet d'une telle décision sur l'offre télévisuelle en région bilingue bruxelloise ? Quelles garanties donne-t-on aux téléspectateurs quant aux chaînes qui sont actuellement obligatoirement distribuées sur le territoire de la capitale ? L'élément le plus problématique étant, selon la Cour européenne de justice, le manque d'informations données aux chaînes privées en ce qui concerne la procédure de désignation des chaînes qui seront obligatoirement diffusées. Pouvez-vous me donner votre lecture de cet arrêt ?

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – Je lis la réponse de mon collègue.

La question soulevée par M. Miller nous est bien connue. J'ai suivi le dossier tout au long de la procédure contentieuse avec la Commission européenne. Néanmoins et en dépit de nos moyens de défense, la Cour de Justice de l'Union européenne a finalement condamné la Belgique pour transposition incorrecte, en date du 3 mars 2011.

L'article 31.1 de la directive 2002/22 du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, dite directive « service universel », offre la possibilité aux États membres d'imposer des obligations minimales de diffuser – le must carry –, pour la transmission des chaînes ou des services de radio et de télévision spécifiés. La directive précise que « de telles obligations ne peuvent être imposées que lorsqu'elles sont nécessaires pour atteindre des objectifs d'intérêt général clairement définis et doivent être proportionnées et transparentes ». Ces obligations sont soumises à un réexamen périodique, pour autant que le pluralisme soit maintenu en corollaire.

L'État fédéral a conservé la compétence résiduelle relative à l'audiovisuel bicommunautaire en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sans pour autant se doter d'une administration spécifique. Cette compétence est encadrée par la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de communications électroniques et services de communications électroniques et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette loi a été revue à deux reprises, en 2001 et en 2007.

L'article 13 de la loi prévoit la possibilité d'un must carry. Il a été aménagé au fil de l'évolution de la législation européenne et des rétroactes que je vais évoquer. Toutefois, sa formulation ne rencontra pas les attentes de la Commission européenne en matière de transposition de la directive « service universel ».

Dans sa première mouture, en 1995, la loi prévoyait l'obligation de diffuser, outre les organismes de

verdragen.

Zoals u weet, vallen de kabelexploitanten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad onder de bevoegdheid van de federale regering en zijn ze, inzake must carry, onderworpen aan andere bepalingen genomen in uitvoering van artikel 13 van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Kan de minister mij uitleggen welk effect een dergelijke beslissing heeft voor het televisieaanbod binnen de tweetalige Brusselse regio? Welke garanties geeft zij aan de kijkers inzake de zenders die nu binnen het hoofdstedelijk grondgebied verplicht worden doorgegeven? Het meest problematische aspect is, volgens het Europees Hof van Justitie, het gebrek aan informatie dat aan de privézenders wordt gegeven over de procedure voor aanwijzing van de zenders die verplicht worden doorgegeven. Kan u mij uw lezing van het arrest mededelen?

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – Ik lees het antwoord van mijn collega.

De vraag van de heer Miller ken ik goed. Ik heb het dossier gevuld tijdens de hele geschilprocedure met de Europese Commissie. Toch, en ondanks onze verweermiddelen, heeft het Europees Hof van Justitie uiteindelijk België op 3 maart 2011 veroordeeld voor een onjuiste omzetting.

Artikel 31.1 van de richtlijn 2002/22 van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de universele dienst en de gebruikersrechten met betrekking tot elektronische communicatiennetwerken en -diensten, de zogenaamde 'universeledienstrichtlijn', geeft de lidstaten de mogelijkheid minimale doorgifteverplichtingen op te leggen – de must carry – ten aanzien van nader bepaalde radio- en televisieomroepnetten. De richtlijn bepaalt dat 'dergelijke verplichtingen alleen kunnen worden opgelegd indien ze noodzakelijk zijn om duidelijk omschreven doelstellingen van algemeen belang te verwezenlijken en proportioneel en transparant moeten zijn.' Die verplichtingen worden aan een periodiek heronderzoek onderworpen waarbij het pluralisme wordt gehandhaafd.

De federale staat heeft de residuale bevoegdheid behouden over de bicommunautaire audiovisuele media in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, zonder dat daarvoor een specifieke administratie werd opgericht. Die bevoegdheid wordt geregeld door de wet van 30 maart 1995 betreffende de elektronische communicatiennetwerken en -diensten en de uitoefening van omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Die wet werd tweemaal herzien, in 2001 en in 2007.

Artikel 13 van de wet voorziet in de mogelijkheid van een must carry. Het werd aangepast naargelang van de evolutie van de Europese wetgeving en de achtergrond die ik zal schetsen. Toch kwam zijn formulering niet tegemoet aan de verwachtingen van de Europese Commissie inzake de omzetting van de universeledienstrichtlijn.

In haar eerste versie, in 1995, voorzag de wet in de verplichting om, naast de openbare radio-omroepen van de twee grote gemeenschappen, de televisieprogramma's door te

radiodiffusion de service public des deux grandes communautés, les programmes de télévision diffusés par tout autre organisme de radiodiffusion relevant des Communautés française ou flamande que le ministre compétent désigne.

Un arrêté ministériel a été pris le 2 février 1998, désignant notamment TV5, TVI, Canal+, tvbrussel, Télé Bruxelles et VTM comme bénéficiaires du must carry en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Il a été complété par un arrêté du 24 janvier 2002 en faveur de YTV – AB3 et 4 – et d'Event TV Vlaanderen – Liberty TV.

Les télédistributeurs actifs à Bruxelles ont aussitôt introduit un recours en annulation devant le Conseil d'État. Ce dernier, avant d'annuler les deux arrêtés ministériels précités, a posé une série de questions préjudicielles à la Cour de Justice européenne, qui a expressément admis la légitimité du must carry à Bruxelles pour des motifs touchant à l'intérêt général, pour autant que la désignation des bénéficiaires se fasse selon une procédure transparente fondée sur des critères objectifs, non discriminatoires et connus à l'avance.

C'est en raison de l'absence de ces éléments que le Conseil d'État a annulé les arrêtés ministériels susvisés. En conséquence, bénéficiant actuellement du must carry en région bilingue de Bruxelles-Capitale, les chaînes publiques des Communautés française et flamande ainsi que Télé Bruxelles et tvbrussel.

Cette situation a attiré l'attention des services de la Commission sur la législation belge. Après une procédure d'avis motivé, et en dépit des moyens de défense soulevés par la Belgique, elle a décidé, au mois de septembre 2009, de poursuivre la Belgique devant la Cour de Justice de l'Union européenne pour mauvaise transposition à Bruxelles-Capitale de la directive « service universel ».

Les griefs de la Commission européenne à l'encontre de la législation applicable en région bilingue de Bruxelles-Capitale sont : l'absence d'objectifs d'intérêt général clairement définis, le manque de transparence dans la procédure de sélection des bénéficiaires du must carry et le non-respect du champ d'application de l'article 31 de la directive « service universel » dans la mesure où elle dispose que les États membres peuvent imposer des obligations raisonnables de diffuser lorsqu'un nombre significatif d'utilisateurs finaux de ces réseaux les utilisent comme leurs moyens principaux pour recevoir des émissions de radio ou de télévision. La Commission européenne reproche à la loi du 30 mars 1995 de ne pas respecter cette condition.

C'est pourquoi, en février dernier, un premier tour de table a été organisé en Conseil des ministres, sur un avant-projet de loi modifiant la loi du 30 mars 1995 et tendant à rencontrer les critiques de la Commission. Ce texte prévoit, entre autres, explicitement les critères et la procédure à appliquer par les organismes de radiodiffusion privés lorsqu'ils demandent le bénéfice du must carry. Les partenaires du gouvernement ont souhaité attendre le prononcé de l'arrêt de la Cour européenne de Justice qui a eu lieu le 3 mars dernier.

Entre-temps, j'ai demandé à mon administration de plancher également sur la transposition de la directive 2010/13, dite SMA, ou « services de médias audiovisuels », en Région de Bruxelles-Capitale, transposition qui inquiète aussi les services de la Commission européenne. Mon administration

geven van alle andere radio-omroepen van de Franse of Vlaamse Gemeenschap die de bevoegde minister aanwijst.

Bij ministerieel besluit van 2 februari 1998 werden TV5, TVI, Canal+, tvbrussel, Télé Bruxelles en VTM aangewezen als begunstigen van de must carry in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. Het werd aangevuld met een besluit van 24 januari 2002 ten voordele van YTV, AB3 en 4 en Event TV Vlaanderen en Liberty TV.

De kabelmaatschappijen die in Brussel actief zijn hebben onmiddellijk een vernietigingsberoep ingesteld bij de Raad van State. Die heeft, alvorens de twee vermelde ministeriële besluiten te vernietigen, een reeks prejudiciële vragen gesteld aan het Europees Hof van Justitie, dat uitdrukkelijk de wettelijkheid van de must carry te Brussel heeft toegelaten wegens motieven van algemeen belang, voor zover de aanwijzing van de begunstigen gebeurt volgens een transparante procedure die steunt op objectieve, niet-discriminatoire en vooraf bekende criteria.

Het is wegens het ontbreken van die elementen dat de Raad van State de vermelde ministeriële besluiten heeft vernietigd. Derhalve hebben momenteel in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad de openbare omroepen van de Franse en de Vlaamse Gemeenschap alsook Télé Bruxelles en tvbrussel het voordeel van de must carry.

Die situatie heeft de aandacht getrokken van de diensten van de Commissie op de Belgische wetgeving. Na een procedure met gemotiveerd advies en ondanks de verweermiddelen van België, heeft ze in september 2009 beslist om België te vervolgen voor het Europees Hof van Justitie voor een slechte omzetting van de universeledienstrichtlijn in Brussel-Hoofdstad.

De grieven van de Europese Commissie tegen de wetgeving die van kracht is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad betreffen het ontbreken van duidelijk gedefinieerde doelstellingen van algemeen belang, het gebrek aan transparantie in de selectieprocedure van de begunstigen van de must carry en het niet respecteren van het toepassingsgebied van artikel 31 van de universeledienstrichtlijn, in de mate waarin die bepaalt dat de lidstaten redelijke doorgifteverplichtingen kunnen opleggen indien deze netwerken voor een significant aantal eindgebruikers het belangrijkste middel zijn om radio- en televisie-uitzendingen te ontvangen. De Europese Commissie verwijt de wet van 30 maart 1995 die voorwaarde niet te respecteren.

Daarom werd in februari jongstleden een eerste ronde georganiseerd in de Ministerraad over een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 om aan de kritiek van de Commissie tegemoet te komen. Die tekst bepaalt onder meer expliciet de criteria en de procedure die moeten worden toegepast door de privéradio-omroepen, wanneer zij het voordeel van de must carry vragen. De regeringspartners wensten het arrest van het Europees Hof van Justitie af te wachten. Dat werd gewezen op 3 maart jongstleden.

Inmiddels heb ik mijn administratie gevraagd zich ook te buigen over de omzetting van richtlijn 2010/13, genoemd richtlijn audiovisuele mediadiensten, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, omzetting die de diensten van de

m'a soumis une projet de texte large, modifiant la loi du 30 mars 1995 et reprenant notamment ma proposition précédente relative au must carry. Ce texte permet également de transposer les dispositions de la directive SMA. Cette proposition est en phase d'examen et de finalisation et sera déposée prochainement au Conseil des ministres.

M. Richard Miller (MR). – Je me réjouis que ce texte soit prochainement présenté au Conseil des ministres. Nous ne manquerons pas de suivre ce dossier. Je note également l'importance des travaux de notre commission, par rapport à la définition d'intérêt général.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur «le recrutement d'un nouveau directeur pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire» (nº 5-761)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Mi-avril, les médias ont annoncé que le nouveau directeur des Musées royaux d'Art et d'Histoire n'était pas encore désigné. Deux candidats valables ont terminé ex aequo et l'on attend le choix définitif. Dans l'intervalle, les Musées restent sous la garde d'un directeur intérimaire, qui est un des deux lauréats.*

Je ne doute pas que la ministre estime comme moi qu'il faut d'urgence prendre une décision. Les Musées royaux d'Art et d'Histoire souffrent de leur image de musée poussiéreux et ringard et d'une fréquentation lamentable en dépit des magnifiques collections qu'ils renferment. On peut donc penser que l'arrivée d'un nouveau directeur apportera une bouffée d'air frais et assurera une nécessaire et même indispensable actualisation.

Quand le nouveau directeur sera-t-il formellement désigné ? Qu'attend la ministre pour trancher ? Est-elle satisfaite de la procédure de sélection et peut-elle aujourd'hui garantir que les Musées royaux d'Art et d'Histoire sont promis à un avenir radieux ?

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – *La procédure de désignation d'un nouveau directeur général est toujours en cours. Je n'ai pas encore reçu de rapport du président du SPP Politique scientifique concernant l'entretien avec chaque candidat. Au cours de la procédure de recrutement, j'ai insisté à plusieurs reprises auprès de lui pour que les phases de cette procédure se succèdent sans délai.*

La procédure administrative sera complète dès que je disposerai du rapport concernant l'entretien du président du SPP avec les deux candidats. Il faudra alors vérifier si cette désignation est possible dans un contexte d'affaires courantes. Je rappelle que cet arrêté de désignation doit être

Europese Commissie eveneens verontrust. Mijn administratie heeft mij een breed tekstontwerp voorgelegd tot wijziging van de wet van 30 maart 1995, dat met name mijn voorgaande voorstel over de must carry overneemt. Die tekst maakt het mogelijk ook de bepalingen van de richtlijn audiovisuele mediadiensten om te zetten. Dat voorstel wordt nu onderzocht en is in zijn eindfase en zal weldra op de Ministerraad worden voorgelegd.

De heer Richard Miller (MR). – *Ik ben blij dat die tekst weldra aan de Ministerraad wordt voorgelegd. Wij zullen dit dossier blijven volgen. Ik neem ook nota van het belang van onze commissiewerkzaamheden met betrekking tot de definitie van algemeen belang.*

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over «de aanwerving van een nieuwe directeur voor de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis» (nr. 5-761)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De media berichtten begin april dat er nog steeds geen directeur voor de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis werd aangesteld. Blijkbaar eindigden twee valabele kandidaten ex aequo. Daarmee is de selectieprocedure natuurlijk niet afgesloten, want we wachten nog op de ultieme keuze. Ondertussen blijven de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis onder de hoede van een interim-directeur, blijkbaar een van de twee eindkandidaten.

De minister deelt ongetwijfeld mijn analyse dat een definitieve beslissing uiterst urgent is. De Koninklijke Musea voor kunst en geschiedenis kunnen moeilijk trots zijn op hun imago van stoffig, oubollig en op het, ondanks de schitterende collecties, bedroevend lage publieksbereik. Daarom is het een plausibele hypothese dat een nieuwe directeur zal zorgen voor een frisse wind en een noodzakelijke, zelfs broodnodige actualisering.

Wanneer zal de nieuwe directeur van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis formeel worden aangesteld? Waarop wacht de minister om deze beslissing te nemen? Is de minister tevreden over de selectieprocedure en kan zij nu waarborgen dat de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis een mooie toekomst wacht?

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – De procedure voor de aanstelling van een nieuwe directeur-generaal is nog steeds aan de gang. Ik heb nog geen rapport gekregen van de voorzitter van de POD Wetenschapsbeleid over het gesprek dat hij met elk van de kandidaten zou hebben. In de loop van de wervingsprocedure van een nieuwe directeur-generaal heb ik er bij de voorzitter van de POD Wetenschapsbeleid meermaals op aangedrongen om de achtereenvolgende fases in deze procedure zonder verwijl te laten plaatsgrissen.

Zodra ik beschik over het verslag van het onderhoud van de voorzitter van de POD met de twee kandidaten, zal de administratieve procedure worden afgerekond. Op dat ogenblik

signé par le Roi.

Il ne m'appartient pas de juger une procédure de sélection menée par le SELOR et par le SPP Politique scientifique.

L'avenir des Musées royaux d'art et d'histoire me tient à cœur, raison pour laquelle j'ai, l'an dernier, désigné un directeur général intérimaire, que j'ai chargé de dresser l'inventaire des collections, de restructurer les effectifs en place et la logistique, plus précisément quant à l'entretien du bâtiment, en coopération avec la Régie des bâtiments.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le fonctionnement des musées me préoccupe beaucoup. J'espère que la ministre admonestera le président du SPP, qui tente apparemment de faire traîner la procédure. S'il n'établit pas de rapport concernant un entretien qui, apparemment, a déjà eu lieu, la procédure administrative ne peut effectivement pas être clôturée.*

Je comprends le souci de la ministre quant à une désignation en période d'affaires courantes. Néanmoins, le gouvernement a déjà pris des décisions plus audacieuses que la désignation du directeur général des MRAH.

Mme Sabine Laruelle, ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique. – *Nous avons pris des décisions très importantes, par exemple en matière budgétaire ou concernant la Libye, mais toujours en concertation avec le parlement. La situation est différente pour ce qui est des nominations.*

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Le gouvernement durant la période d'affaires courante a nommé un nouveau gouverneur de la Banque nationale ; il s'agissait effectivement d'un dossier urgent. Le dossier des Musées royaux d'Art et d'Histoire est bien moins important, cela n'exclut pas qu'il puisse être également urgent. Ce que l'on peut pour la Banque nationale doit pouvoir être fait pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «un assouplissement de la Charte du contribuable en vue de renforcer la lutte contre la fraude fiscale» (nº 5-832)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Un rapport européen relatif à la lutte contre la délinquance fiscale en Belgique pointe d'un doigt accusateur les conséquences néfastes de la Charte du contribuable. En 1986, le ministre des Finances de l'époque, Jean Gol, a introduit cette charte en réaction à une trop grande synergie entre les services de police et l'inspection*

moet worden nagegaan of deze aanstelling mogelijk is in een context van lopende zaken. Ik herinner eraan dat dit aanstellingsbesluit door de koning moet ondertekend worden.

Het komt mij niet toe mijn tevredenheid te uiten over een selectieprocedure die door SELOR en de POD Wetenschapsbeleid wordt gevoerd.

Ik deel de bezorgdheid over de toekomst van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis. Dat is ook de reden waarom ik vorig jaar een interim-directeur-generaal heb aangesteld met de opdracht werk te maken van de inventarisering van de collecties, een herstructureren van het personeelsbestand en de logistiek, meer bepaald het onderhoud van het gebouw in samenwerking met de Régie der Gebouwen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik ben echt bezorgd over de werking van de musea. Ik hoop dat de minister de voorzitter van de POD op de vingers tikt. Blijkbaar tracht hij de procedure te rekken. Als hij geen verslag uitbrengt over een onderhoud dat blijkbaar al heeft plaatsgevonden, kan de administratieve procedure inderdaad niet worden afgesloten.

Ik begrijp de bezorgdheid van de minister over een aanstelling in lopende zaken. Nochtans heeft de regering al beslissingen genomen in lopende zaken die verder gaan dan de aanstelling van de directeur-generaal van de KMKG.

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid. – We hebben zeer belangrijke beslissingen genomen, bijvoorbeeld over de begroting, Libië, maar altijd in samenspraak met het parlement. Voor beslissingen inzake benoemingen ligt dat anders.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De regering heeft in lopende zaken wel een nieuwe gouverneur voor de Nationale Bank benoemd; het ging immers terecht om een dringend dossier. Het dossier van de KMKG is dan wel minder belangrijk, dat neemt niet weg dat het ook dringend kan zijn. Wat voor de Nationale Bank kan, moet ook kunnen voor de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-earsteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «een versoepeling van het Charter van de belastingplichtige voor meer slagkracht in de strijd tegen de fiscale fraude» (nr. 5-832)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Een Europees rapport over de bestrijding van de fiscale delinquentie in België wijst met beschuldigende vinger naar de nefaste gevolgen van het Charter van de belastingplichtige. In 1986 voerde toenmalig minister van Financiën, Jean Gol, dit charter in als een reactie op een te grote synergie tussen politiediensten en

fiscale.

L'enquête européenne à ce sujet qualifie cette charte de désespérément dépassée et de néfaste pour une lutte intense contre la délinquance fiscale. Le rapport de l'Union européenne érige d'autres pays européens en bon exemple dont on doit s'inspirer. La détection des délits financiers et fiscaux y relève de la compétence d'une division spécialisée des services fiscaux.

Le ministre partage-t-il l'analyse de l'enquête de l'Union européenne, selon laquelle la Charte belge du contribuable complique clairement une lutte intensive et fructueuse contre la fraude fiscale et la délinquance financière ? Comment le ministre explique-t-il que ce constat qui avait déjà été dressé précédemment, n'ait pas été traduit dans des mesures, par exemple par une adaptation ou une suppression de la Charte ?

Qu'ont entrepris le ministre et le secrétaire d'État depuis leur entrée en fonction afin de supprimer les effets négatifs de cette charte et de créer un climat favorable à une lutte optimale contre la fraude ? Pourquoi ne choisissent-ils pas de confier la lutte contre la fraude fiscale et la délinquance financière à un service spécialisé au sein de l'administration fiscale, sachant que ceci a eu, dans d'autres pays européens, un bien meilleur effet que l'approche belge ? Le ministre et le secrétaire d'État envisagent-ils encore d'autres mesures spécifiques et novatrices ?

Le rapport européen induit vraiment un désenchantement et montre que nous devons passer à l'action.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – M. Anciaux fait référence à un article paru dans *De Tijd* du 26 avril 2011. On y affirme que le Conseil de l'Europe considère la Charte du contribuable comme totalement dépassée.

Tout d'abord, le rapport en question n'a pas été établi par le Conseil de l'Europe mais par une délégation du Conseil de l'Union européenne. La lutte contre la fraude fiscale ne relève en effet pas des compétences du Conseil de l'Europe.

M. Bert Anciaux (sp.a). – Dans ma question, je fais référence au rapport de l'Union européenne et non à un rapport du Conseil de l'Europe.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Dans votre question, vous faites référence au ministre Gol mais, selon moi, M. Gol n'était à l'époque pas compétent pour les Finances mais pour la Justice.

Ce rapport fait l'éloge des efforts consentis par la Belgique pour améliorer la lutte contre la délinquance. Le rapport aborde le rôle de chaque service actif dans la lutte contre la délinquance financière. Nous obtenons ainsi une liste des nombreux services actifs dans ce domaine, tant au sein de la police (OCRC, OCRF, OCDEFO, FCCU, FUSE, police locale) que de la Justice (procureurs généraux, OCSC), des Finances (cinq administrations générales et SCAF) et

belastinginspectie.

Het Europese onderzoek ter zake verklaart dit charter hopeloos achterhaald en nefast voor een slagkrachtige bestrijding van de financiële delinquentie. Het EU-rapport verwijst als een goed en dus inspirerend voorbeeld naar andere Europese landen, waar de opsporing van financiële en fiscale misdrijven tot de bevoegdheid van een gespecialiseerde afdeling van de belastingdiensten behoort.

Bearamt de minister de analyse van een onderzoek van de Europese Unie dat het Belgische Charter van de belastingplichtige een slagkrachtige en succesvolle bestrijding van fiscale fraude en financiële delinquentie op een bepalende wijze bemoeilijkt? Hoe verklaart de minister dat die vaststelling, die ook al eerder met kracht werd geponeerd, niet in maatregelen werd omgezet, bijvoorbeeld door een aanpassing of een afschaffing van het charter?

Wat ondernamen de minister en de staatssecretaris sinds hun aantreden om de negatieve effecten van dat charter weg te werken en een klimaat te scheppen voor een optimale fraudebestrijding? Waarom kiezen ze er niet voor om de bestrijding van fiscale fraude en financiële delinquentie toe te vertrouwen aan een gespecialiseerde dienst binnen de belastingadministratie, in de wetenschap dat dit in andere Europese landen een veel beter effect had dan de Belgische aanpak? Plannen de minister en de staatssecretaris nog andere, specifieke en vernieuwende maatregelen?

Het Europese rapport was echt ontnuchterend en geeft aan dat we tot actie moeten overgaan.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – De heer Anciaux verwijst naar een artikel dat op 26 april 2011 in *De Tijd* is verschenen. Daarin wordt beweerd dat de Raad van Europa het Charter van de belastingplichtige beschouwt als volledig achterhaald.

Ten eerste wijs ik erop dat het desbetreffende verslag niet door de Raad van Europa is opgesteld, maar door een delegatie van de Raad van de Europese Unie. De aanpak van de fiscale fraude behoort immers niet tot de bevoegdheden van de Raad van Europa.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik verwees in mijn vraag naat het EU-rapport en niet naar een rapport van de Raad van Europa.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – In de vraag wordt verwezen naar minister Gol, maar de heer Gol was volgens mij indertijd niet bevoegd voor Financiën, maar voor Justitie.

In dit verslag worden de inspanningen geloofd die België levert om de bestrijding van delinquentie te verbeteren. Het verslag gaat in op de rol van elke dienst die actief is in de bestrijding van financiële delinquentie. Zo krijgen we een beeld van de talrijke diensten die op dit vlak actief zijn, zowel bij de politie (CDBC, CDBV, CDGEFID, FCCU, FUSE, Lokale Politie), justitie (procureurs-généraal, COIV) en financiën (vijf algemene administraties en SCAF) als bij

d'autres institutions (CTIF, CBFA).

L'une des quinze recommandations adressées à la Belgique a trait à la Charte du contribuable et demande d'examiner si la lutte contre la fraude fiscale n'est pas entravée parce que, d'une part, l'ISI n'est pas compétente pour les enquêtes pénales et, d'autre part, les infractions pénales sont notifiées uniquement par voie hiérarchique. On peut lire à la page 43 du rapport que la Charte du contribuable a atteint ses limites et doit être soumise à un nouvel examen et à révision.

En avril 2009, j'ai demandé à quatre professeurs d'université experts en matière fiscale d'évaluer la pertinence de la Charte du contribuable et de proposer des pistes de réflexion éventuelles pour l'actualiser. Dans le rapport qu'ils ont remis le 10 septembre 2009, ils rappellent tout d'abord les règles de base d'un État de droit qui constituent le fondement de la légitimité de la charte et des règles de procédure qui sont imposées aux services d'enquête. Ils expliquent ensuite que la manière dont les enquêtes sont menées dans le cadre des dossiers de fraude fiscale peut être adaptée afin d'améliorer leur efficacité, par exemple en introduisant le principe una via à la charnière entre procédures pénale et administrative, en réexaminant complètement la réforme de la procédure pénale, en assouplissant les règles relatives aux enquêtes bancaires dans la procédure administrative, notamment la fameuse enquête bancaire qui sera bientôt approuvée. Les adaptations de la procédure ne peuvent toutefois être envisagées que dans le cadre du respect du critère de proportionnalité. Cela signifie donc dans la lutte contre la grande fraude fiscale.

Le rapport souligne qu'on doit surveiller le respect des équilibres fondamentaux. Les moyens de la procédure pénale ne peuvent être utilisés pour atteindre les objectifs de la procédure administrative et vice versa, sans perturber les équilibres de chaque procédure. Lorsqu'il s'agit de délinquance financière au sens strict – c'est l'objet du rapport de la délégation de l'Union européenne – nous sommes confrontés à des cas graves de fraude sociale, fiscale ou économique. Il est alors opportun de proposer des adaptations à la procédure d'investigation afin de la rendre plus performante. C'est pourquoi le gouvernement a chargé en 2009 un autre groupe de travail, composé d'experts de la Justice, de la police et du fisc, de proposer des formules d'adaptation de la procédure d'investigation dans la lutte contre la grande fraude et de réaliser une certaine forme de collaboration, dans le respect de la séparation des pouvoirs. Ce groupe, baptisé Una Via, a rendu son rapport le 15 décembre 2010 et l'a présenté devant la commission des Finances et des Affaires économiques de la Chambre. Le rapport d'évaluation de la délégation de l'Union européenne n'en tient pas compte parce qu'il a été publié bien avant celui du groupe de travail.

Les progrès dans la mise en œuvre des propositions ont également été exposés devant la commission mixte des Finances et de la Justice de la Chambre, le 26 avril 2011. Une grande majorité a alors soutenu la proposition de poursuivre dans la même direction.

La mise en œuvre commence à se concrétiser. Le gouvernement propose de créer une structure de concertation de haut niveau réunissant des représentants de la Justice, de la police et des Finances, ainsi que d'autres structures de

autres institutions (CFI, CBFA).

Een van de vijftien aanbevelingen voor België heeft betrekking op het Charter van de belastingplichtige: onderzoeken of de bestrijding van de fiscale fraude niet wordt belemmerd doordat, enerzijds, de BBI niet bevoegd is voor strafonderzoeken en, anderzijds, de fiscale overtredingen uitsluitend via de hiërarchische weg worden meegedeeld. Op pagina 43 staat vermeld: ‘Het Charter van de belastingplichtige heeft zijn grenzen bereikt en is aan een nieuw onderzoek en aan herziening toe.’

In april 2009 heb ik vier universiteitsprofessoren, experts in fiscale aangelegenheden, gevraagd de relevantie van het Charter van de belastingplichtige te evalueren en eventuele denksporen voor te stellen om het charter te updaten. In het verslag dat ze op 10 september 2009 hebben overhandigd, herinneren de experts eerst aan de basisregels van een rechtsstaat die de grondslag vormen voor de legitimiteit van het charter en van de procedurereregels die de onderzoeksdienden worden opgelegd. Vervolgens leggen ze uit dat de wijze waarop de onderzoeken in het kader van de fiscale fraudedossiers worden gevoerd kan worden aangepast om de doeltreffendheid ervan te verbeteren, bijvoorbeeld door invoering van het una via-beginsel op het scherpste punt tussen de strafprocedure en de administratieve procedure, een volledig heronderzoek van hervorming van de strafprocedure, een versoepeling van de regels inzake bankonderzoeken in de administratieve procedure, meer in het bijzonder de fameuze bankenquête die binnenkort zal worden goedgekeurd. Aanpassingen in de procedure zijn evenwel alleen te overwegen in het kader van de naleving van het proportionaliteitscriterium. Dit betekent dus in de strijd tegen grote fiscale fraude.

In het verslag wordt erop aangedrongen dat moet worden toegezien op de inachtneming van fundamentele evenwichten. De middelen van de strafprocedure kunnen niet voor de doeleinden van de administratieve procedure worden aangewend en vice versa zonder de evenwichten van elke procedure te verstören. Wanneer het gaat om financiële delinquentie in de strikte betekenis – het voorwerp van het delegatieverslag van de Europese Unie – worden we geconfronteerd met ernstige sociale, fiscale of economische fraudegevallen. In dat geval is het raadzaam aanpassingen aan de onderzoeksprocedure voor te stellen om ze meer te laten renderen. Om die reden heeft de regering in 2009 een andere werkgroep, bestaande uit experts van justitie, politie en fiscus, de opdracht gegeven voorstellen te formuleren tot aanpassing van de onderzoeksprocedure in de strijd tegen grote fraude en een zekere vorm van samenwerking te realiseren, met inachtneming van de scheiding der machten. Deze werkgroep, die de naam Una via-groep kreeg, bracht op 15 december 2010 verslag uit en stelde het verslag voor in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden van de Kamer. Het evaluatieverslag van de delegatie van de Europese Unie houdt er geen rekening mee, omdat het lang vóór het verslag van die werkgroep werd gepubliceerd.

De vorderingen in de uitvoering van de voorstellen werden ook toegelicht in de gemengde Kamercommissie voor de Financiën en voor de Justitie van 26 april 2011. Een grote meerderheid schaarde zich toen achter het voorstel om in

concertation plus opérationnelles au niveau des cours d'appel. La concertation à un haut niveau est un supplément à la Charte du contribuable et doit amener davantage d'efficacité. Il peut par exemple s'agir de la capacité policière requise pour un certain type de fraude ou d'enquête ou de la valeur ajoutée pour traiter une certaine forme de fraude dans le cadre de la procédure pénale et non plus dans une procédure administrative. La concertation incitera également la police, la Justice et le fisc à partager leurs connaissances sur les nouvelles formes de fraude et sur l'approche spécifique de ces dernières, sans porter préjudice à l'équilibre garanti par la Charte du contribuable. La suggestion de la délégation de l'Union européenne de rendre les agents de l'ISI compétents pour les enquêtes fiscales de nature pénale a bien entendu été étudiée mais elle pose des problèmes relatifs à la séparation des pouvoirs : l'administration versus la Justice.

Comme expliqué, les possibilités d'investigation dans le cadre de la procédure pénale diffèrent radicalement de celles de la procédure administrative. Il est donc logique qu'un même enquêteur ne puisse pas s'occuper en même temps de l'enquête pénale et de l'enquête administrative. Cela perturberait totalement l'équilibre de chaque procédure. Des perquisitions peuvent par exemple être effectuées dans le cadre d'une procédure pénale. Il va de soi que ces compétences exceptionnelles d'investigation ne peuvent être exercées que sous le contrôle d'un juge d'instruction. Si certains agents de l'ISI devenaient compétents à ce sujet, nous devrions scinder cette dernière en deux pôles : les agents compétents en matière pénale, qui ne pourraient participer à la taxation, et les agents compétents en matière administrative, qui seraient chargés d'établir les taxations. C'est ainsi que fonctionne le FIOD (service fiscal de renseignement et de recherche) aux Pays-Bas. On y fait souvent référence. Dans ce modèle, les fonctionnaires ont reçu des compétences pénales. Au sein du FIOD coexistent deux services distincts. Les fonctionnaires qui travaillent pour l'un ne peuvent collaborer avec ceux de l'autre. Demeure donc toujours une scission entre les deux procédures afin de maintenir les pouvoirs en équilibre.

En outre, les investigations pénales requièrent une connaissance spécifique du Code d'instruction criminelle. Je fais référence au célèbre dossier de la KB Lux dans lequel les cours ont rencontré beaucoup de problèmes avec le respect de ce Code alors que les fonctionnaires de police doivent en principe le connaître. Offrir cette possibilité aux fonctionnaires requerrait donc des compétences complémentaires sans que nous ne disposions des garanties que le Code d'instruction criminelle soit intégralement respecté. C'est pourquoi nous choisissons de conserver la procédure pénale au sein de la Justice et de la police tout en renforçant les moyens et en adaptant les structures. Le débat sur cette révolution una via bat actuellement son plein à la Chambre.

M. Bert Anciaux (sp.a). – Je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse circonstanciée. Entre parenthèses, je pense

dezelfde richting voort te gaan.

De uitvoering begint concrete vormen aan te nemen. De regering stelt voor om een overlegstructuur op hoog niveau te creëren die vertegenwoordigers van justitie, politie en financiën verenigt, alsook andere overlegstructuren die op het niveau van de hoven van beroep operationeel zullen zijn. Het overleg op hoog niveau is een aanvulling op het Charter van de belastingplichtige en moet zorgen voor meer efficiëntie. Het kan bijvoorbeeld gaan over de politiecapaciteit die voor een bepaald fraude- of onderzoekstype vereist is of over de toegevoegde waarde om een bepaalde fraudevorm in het kader van de strafprocedure te behandelen in plaats van in een administratieve procedure. Het overleg zal politie, justitie en fiscus ook stimuleren om hun kennis over nieuwe fraudevormen en over de specifieke aanpak ervan te delen, zonder afbreuk te doen aan het evenwicht dat door het Charter van de belastingplichtige wordt gegarandeerd. Het voorstel van de delegatie van de Europese Unie om BBI-ambtenaren bevoegd te maken voor fiscale onderzoeken van strafrechtelijke aard werd uiteraard bestudeerd, maar zorgt voor problemen op het vlak van de scheiding der machten: administratie versus justitie.

Zoals toegelicht, verschillen de onderzoeks mogelijkheden in het kader van de strafprocedure van die in de administratieve procedure. Het is dus logisch dat eenzelfde onderzoeker zich niet tegelijkertijd met het strafonderzoek en het administratief onderzoek mag bezighouden. Dat zou het evenwicht van elke procedure volledig verstoren. In het kader van een strafprocedure kunnen bijvoorbeeld huiszoeken worden verricht. Het spreekt voor zich dat deze buitengewone onderzoeksbevoegdheden alleen onder het toezicht van een onderzoeksrechter worden uitgeoefend. Mochten we bepaalde BBI-ambtenaren hiervoor bevoegd maken, zouden we de BBI in twee polen moeten opsplitsen: de ambtenaren bevoegd voor strafzaken, die niet mogen meewerken aan de taxatiewerkzaamheden, en de ambtenaren bevoegd voor administratieve zaken, belast met de vestiging van taxaties. Zo werkt de Fiscale Inlichtingen- en opsporingsdienst (FIOD) in Nederland, waar dikwijls wordt naar verwezen. In dat model hebben de ambtenaren strafrechtelijke bevoegdheden gekregen. Binnen de FIOD zijn er evenwel twee aparte diensten. De ambtenaren die voor de ene dienst werken, mogen niet samenwerken met die van de andere dienst. Er blijft dus altijd een scheiding tussen beide procedures om de machten in evenwicht te behouden.

Bovendien is voor strafonderzoeken een specifieke kennis van het Wetboek van strafvordering vereist. Ik verwijst naar het beruchte KB Lux-dossier, waarin de hoven veel problemen ondervonden met het erbiedigen van het Wetboek van strafvordering, hoewel politieambtenaren deze kennis in principe moeten bezitten. Ambtenaren deze mogelijkheid bieden, zou dus bijkomende competenties vereisen zonder dat we garanties krijgen dat het Wetboek voor strafvordering volledig gevuld wordt. Daarom verkiezen we de strafrechtspleging binnen justitie en politie te houden, maar tegelijk de middelen te versterken en de structuren aan te passen. In de Kamer is het debat over deze zogenaamde una via-revolutie volop aan de gang.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de staatssecretaris voor het uitgebreide antwoord. Tussen haakjes, ik denk wel

bien que Jean Gol s'est occupé de la coordination, mais en tant que ministre de la Justice.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – M. Grootjans était alors ministre des Finances mais la Charte du contribuable était à la charnière de l'Intérieur, de la Justice et des Finances.

M. Bert Anciaux (sp.a). – C'est pourquoi je pense que Jean Gol s'est occupé de la coordination.

La réponse prouve en tous cas que la problématique est très compliquée et vaste. Je partage l'analyse du ministre mais nous devons peut-être quand même réfléchir à une solution sui generis qui permettrait une plus grande collaboration entre, d'une part, la Justice et la police et, d'autre part, l'administration. Je comprends bien entendu le principe de la séparation des pouvoirs mais nous ne pouvons pas oublier que les braconniers peuvent actuellement travailler plus intelligemment que les gardes-chasse parce qu'ils ne doivent pas respecter les règles. Au contraire ! C'est pourquoi nous devons essayer d'apporter une réponse très efficace. Je participerai volontiers à la recherche d'une solution.

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le rapport annuel du Service de conciliation fiscale» (nº 5-859)

Mme Lieve Maes (N-VA). – L'arrêté royal du 9 mai 2007 règle la création et le fonctionnement du Service de conciliation fiscale. Ce service est opérationnel depuis le 1^{er} juin 2010 et vient de publier son premier rapport annuel.

J'ai retenu différents éléments de ce rapport. Le Service de conciliation a pour mission de rechercher une solution aux problèmes qui lui sont soumis. Il exerce une magistrature d'influence, sans toutefois prendre de décision. La composition de ce service nous apprend que deux fonctionnaires francophones ont été nommés dans la division de la TVA et aucun néerlandophone. Tous les fonctionnaires dirigeants sont issus des administrations fiscales, personne de la TVA. L'aperçu indique que 29 dossiers de TVA ont été introduits, dont 19 en néerlandais.

Comment se fait-il qu'aucun fonctionnaire néerlandophone n'ai été sélectionné pour la division de la TVA ?

Le know-how spécifique que requièrent les dossiers de TVA est-il disponible, également au niveau dirigeant ?

Un assujetti à la TVA néerlandophone est-il certain que son dossier bénéficiera d'une médiation optimale, nonobstant le double handicap de langue et de compétence ?

Quels sont les projets qui permettraient de résoudre le problème ?

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – En exécution de l'article 4 de l'arrêté royal du 9 mai 2007

dat Jean Gol, maar dan als minister van Justitie, voor de coördinatie heeft gezorgd.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – De heer Grootjans was toen minister van Financiën, maar het Charter van de belastingplichtige zat op het snijpunt van Binnenlandse Zaken, Justitie en Financiën.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Daarom denk ik dat Jean Gol voor de coördinatie zorgde.

Het antwoord bewijst in elk geval dat de problematiek zeer ingewikkeld en uitgebreid is. Ik volg de uiteenzetting van de minister wel, maar misschien moeten we toch eens nadenken over een oplossing sui generis, waardoor er meer samenwerking mogelijk is tussen politie en justitie, enerzijds, en de administratie, anderzijds. Ik heb uiteraard begrip voor het principe van de scheiding der machten, maar we mogen ook niet vergeten dat de stropers op het ogenblik slimmer kunnen werken dan de boswachters, omdat ze zich niet aan regels moeten houden. Integendeel! Daarom moeten we proberen daar een zeer efficiënt antwoord op te geven. Ik wil zeer graag mee zoeken naar een oplossing.

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «het jaarverslag van de Fiscale Bemiddelingsdienst» (nr. 5-859)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Het koninklijk besluit van 9 mei 2007 regelt de oprichting en de werking van de Fiscale Bemiddelingsdienst. Op 1 juni 2010 werd deze dienst operationeel en onlangs publiceerde hij zijn eerste jaarverslag.

Uit dat verslag heb ik de volgende elementen onthouden. De Fiscale Bemiddelingsdienst heeft als opdracht te zoeken naar oplossingen voor de problemen die worden voorgelegd. Hierbij oefent hij een invloedsmagistratuur uit, zonder dat hij beslissingen treft. Uit de samenstelling van de dienst blijkt dat er voor het btw-segment geen Nederlandstalige ambtenaar werd benoemd, wel twee Franstalige ambtenaren. Ook bij de leidinggevenden is er geen enkele ambtenaar van btw-origine, ze hebben allemaal een fiscale achtergrond. Uit het overzicht blijkt dan weer dat er in het totaal 29 btw-dossiers werden ingediend waarvan 19 Nederlandstalig waren.

Hoe komt het dat er geen Nederlandstalige ambtenaren werden geselecteerd voor het btw-segment ?

Is de specifieke kennis die btw-dossiers vereisen wel voldoende aanwezig, ook op het leidinggevende niveau ?

Kan een Nederlandstalige btw-plichtige er zeker van zijn dat zijn dossier de best mogelijke bemiddeling krijgt met deze dubbele handicap, zowel op het gebied van taal als van kennis ?

Wat zijn de plannen om dit eventueel te verhelpen ?

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – In uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit van

portant exécution du chapitre 5 du titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses et de l'arrêté ministériel du 16 mai 2007 fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale, trois sélections ont été organisées depuis la création de ce service, en février 2010, septembre 2010 et janvier 2011.

Lors de l'épreuve de février 2010, un seul fonctionnaire néerlandophone issu de la TVA a obtenu l'évaluation « bon », mais il a retiré sa candidature.

Lors de l'épreuve de septembre 2010, aucun fonctionnaire néerlandophone de la TVA n'a obtenu l'évaluation « bon ».

Lors de l'épreuve de janvier 2011, deux fonctionnaires néerlandophones de la TVA ont obtenu l'évaluation « bon ». Le 1^{er} juin 2011, un d'eux sera mis à la disposition du Service de médiation fiscale.

Je voudrais d'abord rappeler que tous les fonctionnaires de la taxation qui ont été mis à la disposition de la Cellule ont une connaissance élémentaire de la réglementation de la TVA.

Les impôts sur le revenu et la TVA sont étroitement liés et requièrent une connaissance suffisante de l'autre domaine.

Deux fonctionnaires francophones de la TVA ont été mis à la disposition de la Cellule depuis que celle-ci est opérationnelle. Il va sans dire que, si nécessaire, ils font bénéficier leurs collègues de l'autre rôle linguistique de leur savoir et de leur expérience. Dans ce cas, on veille toujours au respect strict des lois sur l'emploi des langues en matière administrative dans les relations avec les contribuables.

En ce qui concerne le niveau dirigeant, je signale qu'avant sa nomination, un membre du collège avait traité, au sein des services centraux de l'ISI, des dossiers de TVA.

Un membre du collège était, avant sa nomination, chef de la division « Contentieux judiciaire » à l'Administration générale de la Fiscalité. Cette division est également chargée des litiges en matière de TVA.

Compte tenu de ces éléments, je pense pouvoir affirmer que la sécurité juridique de tous les redevables de la TVA, francophones ou néerlandophones, est garantie lorsqu'ils s'adressent au Service de conciliation fiscale.

Mme Lieve Maes (N-VA). – *L'arrivée au 1^{er} juin d'un fonctionnaire néerlandophone est un point positif. Selon certaines sources à l'administration de la TVA, le traitement de certaines décisions citées en exemple dans le rapport ne s'est pas très bien déroulé. Il y aurait de meilleures solutions, et je vais me renseigner.*

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – *Nous sommes à la recherche de candidats néerlandophones. Toutefois, ceux-ci doivent d'abord se manifester, puis être jugés aptes par le jury et enfin vouloir changer de service. Nous allons certainement essayer d'améliorer le système.*

9 mei 2007 tot uitvoering van hoofdstuk 5 van titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen en van het ministerieel besluit van 16 mei 2007 tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de Fiscale Bemiddeldingsdienst zijn sinds de oprichting van de dienst drie selecties georganiseerd, namelijk in februari 2010, september 2010 en januari 2011.

Bij de selectie van februari 2010 kreeg één Nederlandstalig ambtenaar van btw-origine de beoordeling ‘gunstig’, maar hij verzaakte aan zijn kandidatuur.

Bij de selectie van september 2010 kreeg geen enkele Nederlandstalige btw-ambtenaar de vermelding ‘gunstig’.

Bij de selectie van januari 2011 haalden twee Nederlandstalige btw-ambtenaren de vermelding ‘gunstig’. Eén ervan wordt op 1 juni 2011 ter beschikking gesteld van de Fiscale Bemiddeldingsdienst.

Allereerst wil ik opmerken dat alle ter beschikking gestelde taxatieambtenaren over een elementaire kennis van de btw-reglementering beschikken.

Inkomstenbelastingen en btw zijn op zich nauw met elkaar verbonden en vereisen een voldoende kennis van de andere materie.

Twee Franstalige btw-ambtenaren werden sedert de operationalisering van de dienst ter beschikking gesteld van de Fiscale Bemiddeldingsdienst. Het is nogal voor de hand liggend dat deze ambtenaren hun kennis en ervaring spontaan dienste stellen van hun anderstalige collega's, telkens dat nuttig kan zijn. In dat geval wordt er steeds op toegezien dat de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken in de contacten met de belastingplichtigen strikt worden nageleefd.

Wat het leidinggevende niveau van de dienst betreft, wijs ik erop dat één collegelid vóór zijn benoeming btw-dossiers heeft behandeld in de centrale diensten van de BBI.

Een ander collegelid was vóór zijn benoeming dienstchef van de afdeling ‘Gerechtelijke Geschillen’ bij de Algemene Administratie van de Fiscaliteit. Tot die afdeling behoren eveneens de gerechtelijke geschillen inzake btw.

Gelet op wat voorafgaat, mein ik te mogen besluiten dat de rechtszekerheid van alle btw-plichtigen, of zij nu Franstalig dan wel Nederlandstalig zijn, in alle omstandigheden optimaal wordt gewaarborgd wanneer zij een beroep doen op de Fiscale Bemiddeldingsdienst.

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Het is positief dat er op 1 juni een btw-ambtenaar zal worden toegewezen. Volgens een aantal bronnen in de btw-administratie is de behandeling van een deel van de vonnissen die in het rapport als voorbeeld werden aangehaald niet bijzonder goed verlopen. Er zouden betere oplossingen zijn, maar ik zal het navragen.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – We zoeken Nederlandstalige kandidaten. Ze moeten zich echter eerst kandidaat stellen, vervolgens door de jury bevoegd worden verklaard en uiteindelijk naar de nieuwe dienst willen gaan.

We zullen zeker pogingen doen om het systeem te verbeteren.

(*M. Vandebroucke prend place au fauteuil présidentiel.*)

Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au ministre du Climat et de l'Énergie sur «la réduction sur facture à l'achat d'un véhicule moins polluant» (nº 5-868)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Le réchauffement climatique se poursuit, et la pollution de l'air, entre autres par les émissions de CO₂, continue de poser problème.

Pour tenter de juguler ces phénomènes qui risquent de mettre à mal la pérennité de notre société, les gouvernements s'efforcent, depuis plusieurs années, d'encourager, par le biais d'incitants fiscaux, le recours à des voitures qui émettent moins de CO₂. Ainsi, lors du conseil des ministres de Louvain du 16 mars 2007, le gouvernement fédéral belge a décidé d'octroyer une réduction sur facture aux particuliers qui achètent un véhicule émettant moins de CO₂, et donc plus respectueux de l'environnement.

Depuis le 1^{er} juillet 2007, cette disposition s'applique à tout achat de voiture neuve : voiture mixte ou minibus.

Les réductions accordées sont les suivantes. Si la voiture rejette moins de 105 grammes de CO₂ par kilomètre, la réduction sur facture est égale à 15% du prix d'achat, TVA incluse, jusqu'à un maximum de 3 280 euros non indexés, soit 4 540 euros indexés en 2011.

Si la voiture rejette entre 105 et 115 grammes de CO₂ par kilomètre, la réduction sur facture est égale à 3% du prix d'achat, TVA incluse, jusqu'à un maximum de 615 euros non indexés, soit 850 euros indexés en 2011.

Dans le nouveau guide CO₂ de la voiture, que l'on peut télécharger sur le portail www.belgium.be, le chapitre intitulé « Pourquoi choisir un véhicule qui émet peu de CO₂ ? » avance l'argument de la réduction sur facture à l'acquisition d'un véhicule particulier neuf émettant moins de CO₂, et celui de la déductibilité fiscale pour les entreprises.

Cependant, il ne s'agit que de véhicules automobiles qui restent polluants. Serait-il dès lors possible que ce guide soit complété par la question « Pourquoi choisir un véhicule qui n'émet pas de CO₂ ? ».

Quels éléments justifient-ils que seules les voitures, et plus singulièrement les voitures à moteur thermique, soient prises en compte par la législation fiscale ?

Quels éléments justifient-ils que le particulier qui achète un vélo, par exemple, ne bénéficie d'aucune prime, alors que ce type de véhicule émet zéro gramme de CO₂ par kilomètre ? Je parle bien de prime, et non des possibilités de déduction fiscale pour les entreprises.

Pourquoi un avantage de 4 540 euros est-il accordé au particulier qui opte pour une voiture moins polluante, alors que celui qui fait le choix du vélo –ou du vélo électrique – est

(*Voorzitter: de heer Vandebroucke.*)

Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de minister van Klimaat en Energie over «de korting op factuur bij aankoop van een minder vervuilende wagen» (nr. 5-868)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – *De aarde warmt steeds verder op en de luchtvervuiling, onder meer door de uitstoot van CO₂, blijft problematisch.*

Om te poggen deze fenomenen, die het voortbestaan van onze samenleving bedreigen, onder controle te houden, proberen regeringen al enkele jaren via fiscale stimulansen het gebruik van auto's die minder CO₂ uitstoten, aan te moedigen. Op de ministerraad van Leuven van 16 maart 2007, besliste de Belgische federale regering een korting op factuur toe te kennen aan particulieren die een voertuig aanschaffen dat minder CO₂ uitstoot, en dus milieuvriendelijker is.

Sedert 1 juli 2007 is deze bepaling van toepassing op de aankoop van elke nieuwe wagen, MPV (monovolume) of minibus.

De kortingen worden als volgt toegekend. Indien het voertuig minder dan 105 gram CO₂ uitstoot per kilometer, bedraagt de korting op factuur 15% van de aankoopprijs, btw inbegrepen, met een te indexeren maximum van 3 280 euro, hetzij 4 540 euro in 2011.

Indien het voertuig tussen 105 en 115 gram CO₂ uitstoot per kilometer, bedraagt de korting op factuur 3% van de aankoopprijs, btw inbegrepen, met een maximum van 615 euro, hetzij 850 euro in 2011.

In de nieuwe CO₂-gids van de auto die kan worden gedownload van de portalsite www.belgium.be, wordt in het hoofdstuk over de vraag waarom men een auto zou kiezen die weinig CO₂ uitstoot, het argument naar voren geschoven van de korting op factuur bij de aankoop van een nieuwe wagen voor particulier gebruik die minder CO₂ uitstoot en van de fiscale aftrekbaarheid voor bedrijven.

Niettemin blijven het auto's die het milieu vervuilen. Zou men aan de gids geen hoofdstuk kunnen toevoegen dat de vraag stelt waarom men geen voertuig zou kiezen dat geen CO₂ uitstoot?

Waarom houdt de fiscale reglementering enkel rekening met auto's, en meer bepaald met auto's met een thermische motor?

Waarom krijgt een particulier die zich een fiets aanschaft, bijvoorbeeld, geen enkele premie, terwijl dit vervoermiddel nul gram CO₂ uitstoot per kilometer? Ik bedoel dan wel een premie, en niet de mogelijkheid tot fiscale aftrek voor bedrijven.

Waarom wordt een voordeel van 4540 euro toegekend aan een particulier die kiest voor een minder vervuilende auto,

apparemment ignoré actuellement par la législation ?

Dans la perspective poursuivie par la législation, n'y a-t-il pas là une incohérence, voire une forme de traitement inéquitable ?

Peut-on imaginer que la fiscalité intègre une réduction sur facture pour l'achat d'un véhicule non polluant et pas seulement pour les véhicules moins polluants ?

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Votre question me permet de rappeler les différentes initiatives prises par le gouvernement et par moi-même pour encourager les véhicules « zéro émission » ou « à faible émission ».

J'ai introduit en 2010 une réduction d'impôt de 30% de la valeur d'acquisition d'une voiture électrique et de 40% du coût de l'installation d'une borne de recharge à domicile. J'ai également introduit la même année une réduction d'impôt de 15% de la valeur d'acquisition d'une motocyclette ou d'un quadricycle électrique.

Le secteur des véhicules électriques, quoique porteur d'avenir, est un secteur émergent puisque seulement une soixantaine de voitures électriques sont immatriculées à ce jour. La Belgique est d'ailleurs très en retard par rapport à d'autres pays qui ont affirmé des ambitions plus fortes pour le développement de ce secteur. La situation belge est évidemment plus complexe en raison de la répartition des compétences : tout ce qui relève de l'aménagement du territoire et de l'énergie est une compétence régionale, et les incitants fiscaux sont quant à eux une matière fédérale. Il conviendrait peut-être de mettre sur pied une cellule de coordination.

Pour ces aides accordées à l'achat d'un véhicule électrique, j'aurais préféré, comme vous le proposez vous-même, utiliser la réduction sur facture qui permet au consommateur de bénéficier directement de l'aide accordée par l'État. C'est d'ailleurs ce que j'avais proposé initialement. C'est un argument de vente qui parle immédiatement au consommateur et qui apparaît déjà dans les publicités pour les voitures.

Toutefois, le Conseil d'État a considéré que les réductions sur facture n'étaient pas une compétence fédérale – car elles s'apparentaient à une prime – mais régionale. Il s'est donc opposé à l'instauration d'une réduction sur facture à l'achat de véhicules électriques. Il n'a donc pas été possible de proposer, pour l'achat de véhicules électriques, le même mécanisme que celui dont bénéficient les véhicules peu polluants. C'est ce qui explique pourquoi j'ai finalement utilisé la réduction d'impôts. Ce système est un peu moins favorable que l'autre puisque l'acquéreur ne pourra récupérer sa mise qu'un ou deux ans plus tard, lorsqu'il aura été enrôlé, mais c'est la seule voie que le conseil d'État autorise aujourd'hui.

Vous me permettrez également de rappeler que j'ai permis la déductibilité à 120% des véhicules de société électriques. L'employé qui utilise ce véhicule se voit compter un avantage en nature très faible par rapport à une voiture thermique.

terwijl de reglementering helemaal geen rekening houdt met wie kiest voor een fiets of een elektrische fiets?

Is dat, rekening houdend met het doel dat door de wetgeving wordt nagestreefd, geen incoherentie of zelfs een vorm van ongelijke behandeling?

Kan men overwegen om in de fiscale wetgeving een korting op factuur op te nemen voor niet-vervuilende vervoermiddelen en niet enkel voor minder vervuilende voertuigen?

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Uw vraag biedt mij de gelegenheid om de verschillende initiatieven toe te lichten die de regering en ikzelf hebben genomen om het gebruik van voertuigen die weinig of helemaal geen schadelijke stoffen uitstoten aan te moedigen.

In 2010 heb ik een belastingvermindering ingevoerd van 30% van de aankoopwaarde van een elektrische auto en van 40% van de kostprijs van een laadpaal voor een elektrische auto. In hetzelfde jaar voerde ik een belastingvermindering in van 15% van de aankoopwaarde van een elektrische moto of quad.

Ofschoon de markt van elektrische voertuigen een groeimarkt is, staat de sector nog in de kinderschoenen, aangezien nog maar een zestigtal elektrische voertuigen ingeschreven zijn. België loopt trouwens erg achter in vergelijking met andere landen, die grotere ambities koesteren voor de ontwikkeling van deze sector. De Belgische situatie is evenwel complexer door de bevoegdheidsverdeling: ruimtelijke ordening en energie is een gewestelijke materie, terwijl de fiscale stimulansen een federale materie zijn. Misschien moet, wat dit betreft, een coördinatiecel worden ingericht.

Voor de steunmaatregelen bij aankoop van een elektrisch voertuig had ik de voorkeur gegeven, zoals u zelf voorstelt, aan een korting op factuur, waardoor de verbruiker meteen de overheidssteun krijgt. Dat had ik trouwens aamvankelijk zo voorgesteld. Het is een verkoopsargument dat de verbruiker rechtstreeks aanspreekt en dat al vermeld wordt in de reclame voor auto's.

De Raad van State heeft evenwel geoordeeld dat het geven van kortingen op factuur, die veel weg hebben van premies, geen federale bevoegdheid is, maar wel een gewestbevoegdheid. De Raad verzette zich dus tegen de invoering van een korting op factuur bij de aankoop van elektrische voertuigen. Het was dus niet mogelijk om voor de aankoop van elektrische voertuigen gebruik te maken van hetzelfde mechanisme als voor weinig vervuilende auto's. Daarom heb ik uiteindelijk geopteerd voor de belastingvermindering. Dit is iets minder gunstig omdat de koper de uitgave pas één of twee jaar later kan recupereren, maar het is de enige manier die door de Raad van State wordt toegelaten.

Ik heb ook de aftrek voor 120% van elektrische bedrijfsvoertuigen mogelijk gemaakt. Aan een werknemer die met een elektrische wagen rijdt, wordt een voordeel in natura aangerekend dat zeer bescheiden is in vergelijking met het voordeel voor een voertuig met een warmtemotor.

Wat de informatie van het publiek betreft, hebben mijn

Pour ce qui concerne l'information du public, mes services ont, dès 2010, rédigé des dépliants intitulés « La fiscalité de votre voiture » et « Réductions d'impôts pour l'achat d'un véhicule électrique » dont je tiens ici quelques exemplaires à votre disposition. Cette même documentation est évidemment disponible sur le site de mon ministère.

Vous me demandez également de favoriser l'acquisition de vélos et de vélos électriques. Je dois à nouveau vous rappeler que nous l'avons déjà fait. En 2009, j'ai augmenté d'un tiers les avantages liés à l'utilisation du vélo pour se rendre au travail. J'ai par ailleurs proposé récemment d'étendre les avantages fiscaux à l'acquisition d'un vélo électrique. J'ai également proposé que l'on élargisse le prêt vert – qui ne s'applique actuellement qu'aux travaux d'isolation des maisons – instauré en 2009 à l'acquisition de moyens de transport peu ou pas polluants. On pourrait imaginer, par le biais du prêt vert, que les banques financent l'acquisition d'un véhicule électrique, voire d'un véhicule peu polluant. Ce système permettrait d'aider le citoyen à préfinancer le surcoût, qu'il pourra récupérer un an et demi plus tard et rembourser sa banque.

Le prêt vert connaît un très grand succès puisque nous avons récemment dépassé le cap du milliard d'euros prêté sous cette forme en moins de deux ans et consacrés entièrement aux économies d'énergie dans les habitations. C'est donc un instrument très puissant qui associe une intervention assez minime de l'État et la capacité de crédit du secteur bancaire. Il s'agit d'une sorte de partenariat public-privé qui vient soutenir les investissements économiseurs d'énergie.

J'espère que votre parti soutiendra ces initiatives lorsque nous pourrons les remettre sur la table. Seul un gouvernement de plein exercice peut en effet déposer spontanément ces mesures dans le cadre d'un débat budgétaire.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Je vous remercie de vos précisions et des initiatives que vous avez prises. Je retiens deux éléments de votre intervention.

Tout d'abord, un problème se pose avec le Conseil d'État puisque le système qu'il a indirectement dénoncé au motif qu'il n'autorise pas la réduction sur facture pour d'autres véhicules que les véhicules qui ont bénéficié des mesures prises précédemment est toujours en vigueur. Il faut résoudre ce problème.

Ensuite, si le secteur du vélo est actuellement en pleine expansion, le prix d'un vélo électrique est encore relativement élevé. Le bas de gamme coûte 1 200 euros et les prix peuvent grimper jusqu'à 3 000 euros. L'investissement reste important pour un jeune ou pour une famille.

L'arsenal des mesures que vous nous avez présenté concerne uniquement les personnes qui utilisent un vélo ou qui procèdent à l'acquisition d'un vélo pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail. Ces mesures devraient bénéficier à l'ensemble de la population et pas uniquement aux personnes qui sont liées à un employeur par un contrat de travail.

Tous les moyens de déplacement sont aujourd'hui subsidiés d'une manière ou d'une autre, hormis le vélo et le vélo électrique. L'utilisateur des transports en commun ne paie qu'un pourcentage variant entre 25 et 40% des coûts réels, le

diensten sedert 2010 folders opgesteld over 'Wegwijs in de fiscaliteit van uw auto' en 'Belastingvermindering bij de aankoop van een elektrisch voertuig', waarvan ik u enkele exemplaren kan overhandigen. Die informatie is ook beschikbaar op de website van mijn departement.

U vraagt mij ook de aankoop van fietsen en elektrische fietsen aan te moedigen. Ook dit doen we al. In 2009 heb ik de voordelen die verbonden zijn aan het gebruik van de fiets voor het woon-werkverkeer met een derde verhoogd. Ik heb recentelijk voorgesteld om de fiscale voordelen bij aankoop van een elektrische fiets te verhogen. Ik heb ook de uitbreiding voorgesteld van de groene lening, die in 2009 werd ingevoerd en momenteel enkel van toepassing is op de isolering van huizen, zodat ze eveneens mogelijk wordt voor de aankoop van niet- of weinig vervuilende vervoermiddelen. Via de groene lening zouden de banken de aankoop van een elektrisch of van een weinig vervuilend voertuig kunnen financieren. Zo helpt men de burger met de prefinanciering van de meerkosten, die hij dan anderhalf jaar later kan terugkrijgen en daarmee zijn bank kan terugbetaLEN.

De groene lening is een groot succes daar in minder dan twee jaar meer dan een miljard euro op die manier is uitgeleend voor energiebesparing in woningen. Het is dus een doeltreffend middel dat een minieme interventie van de Staat koppelt aan de kredietverleningscapaciteit van de banksector. Het is een soort van publiek-private samenwerking om investeringen in energiebesparing te ondersteunen.

Ik hoop dat uw partij deze initiatieven zal steunen wanneer we ze opnieuw ter tafel kunnen brengen. Enkel een regering met volheid van bevoegdheid kan dergelijke maatregelen voorstellen in het kader van de begrotingsbesprekingen.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Ik dank u voor de toelichting en voor de reeds genomen initiatieven. Ik onthoud daaruit twee elementen.

Voorerst is er een probleem met de Raad van State, aangezien het systeem dat hij onrechtstreeks afkeurde omdat hij de korting op factuur niet toestaat voor andere voertuigen dan die welke onder de eerder genomen maatregelen vielen, nog steeds in werking is. Dit probleem moet worden opgelost.

Ofschoon de verkoop van fietsen in opmars is, is de prijs van een elektrische fiets nog vrij hoog. De goedkoopste kost 1200 euro en de prijzen kunnen oplopen tot 3000 euro. Het blijft een belangrijke investering voor een jongere of voor een gezin.

Het arsenaal aan maatregelen dat u ons hebt voorgesteld, betreft enkel de mensen die een fiets gebruiken of die een fiets aankopen om zich naar hun werk te begeven. Die maatregelen zouden voor iedereen moeten gelden en niet enkel voor werknemers met een arbeidsovereenkomst.

Vandaag zijn alle vervoersmiddelen op één of andere wijze gesubsidieerd, behalve de fiets en de elektrische fiets. Gebruikers van het openbaar vervoer betalen slechts een percentage, dat schommelt tussen 25 en 40% van de reële kostprijs en het saldo is voor rekening van de gemeenschap. Voor voertuigen met een warmtemotor kan men premies krijgen.

solde étant pris en charge par la collectivité. Quant aux véhicules thermiques, ils bénéficient de primes.

Le principe d'équité voudrait qu'une avancée bénéficiant aux utilisateurs du vélo et du vélo électrique se matérialise.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Le Conseil d'État a exprimé son point de vue sur les propositions formulées par le gouvernement au regard de la législation belge et de la répartition des pouvoirs, mais il s'agit d'une question qui doit être tranchée lors de négociations institutionnelles.

J'en viens au vélo électrique. Il existe actuellement un mécanisme d'aide pour les vélos d'entreprise. Il n'y en a pas encore pour les vélos appartenant à des particuliers, mais je pense qu'il serait souhaitable d'en instaurer un.

L'aide de 4 600 euros représente environ 15% du prix d'achat d'une voiture. Pour les vélos, dans certains cas, l'aide atteindrait 100% du prix d'achat. La question est de savoir s'il faut intervenir à concurrence d'un montant ou d'un pourcentage.

Je rappelle que l'intervention est importante pour les frais relatifs aux kilomètres parcourus qui sont déductibles à l'impôt des personnes physiques. Un avantage appréciable est donc accordé aux personnes qui utilisent un vélo, qu'il soit électrique ou pas.

Cette question sera certainement débattue lors de l'élaboration du budget d'un gouvernement de plein exercice.

Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le bonus octroyé par Dexia» (nº 5-885)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Richard Miller (MR). – La demande d'explications que je vous adresse porte particulièrement bien son nom car c'est bien d'explications dont j'ai besoin. En effet, n'étant pas spécialiste du monde bancaire et de ses niveaux de rémunération, j'aimerais disposer d'éléments pour pouvoir juger de ce qu'il faut bien appeler le « cas Dexia », voire peut-être le « scandale Dexia ».

Ma demande a été déposée voici quelques semaines et j'aurais pu craindre qu'elle ne soit dépassée, mais la lecture des journaux, ce matin, ne fait que la renforcer.

Je soulignerai d'abord combien la réponse apportée par M. Reynders à une question parlementaire sur le même sujet démontre toute la différence qu'il peut y avoir entre l'engagement politique profond d'un ministre libéral et l'attitude, difficile à qualifier sans risquer l'injure, de M. Dehaene, ex-premier ministre et actuellement président du conseil d'administration de Dexia. D'un côté, le ministre des Finances prend position à l'encontre des bonus octroyés par

Het zou maar billijk zijn dat nu ook gebruikers van een fiets of van een elektrische fiets aan bod komen.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – De Raad van State heeft de voorstellen van de regering getoetst aan de Belgische wetgeving en aan de huidige bevoegdhedsverdeling, maar over deze kwestie moet een beslissing genomen worden tijdens institutionele onderhandelingen.

Wat de elektrische fiets betreft, bestaat er momenteel een steunmechanisme voor bedrijfsfietsen. Dit bestaat nog niet voor fietsen van particulieren, maar ik denk dat dit wel wenselijk is.

De steun van 4600 euro komt neer op 15% van de prijs voor de aankoop van een auto. In sommige gevallen is dat 100% van de aankoopsprijs van een fiets. De vraag is of een bedrag moet worden terugbetaald dan wel een percentage.

Ik herhaal dat de terugbetaling van belang is voor de in de personenbelasting aftrekbare kosten die betrekking hebben op afgelegde kilometers. Er wordt dus een aanzienlijk voordeel toegekend aan mensen die een, al dan niet elektrische, fiets gebruiken.

Deze kwestie zal zeker ter sprake komen bij de opstelling van een begroting door een regering met volheid van bevoegdheid.

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de bonus toegekend door Dexia» (nr. 5-885)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Richard Miller (MR). – *Mijn vraag om uitleg is die naam waardig, want ik wens wel degelijk enige uitleg. Ik ben immers niet gespecialiseerd in bankzaken of in het niveau van de bezoldigingen die er gelden, maar ik zou graag over enkele elementen beschikken om inzicht te krijgen in wat de ‘zaak-Dexia’ of misschien wel het ‘schandaal-Dexia’ wordt genoemd.*

Ik heb mijn vraag enkele weken geleden ingediend en ik vreesde dat ze achterhaald zou zijn, maar gelet op de krantenberichten van vanochtend is ze zeker nog brandend actueel.

Het antwoord van de heer Reynders op een parlementaire vraag over hetzelfde onderwerp wijst op het verschil dat kan bestaan tussen de grote politieke inzet van een liberale minister en de houding, die moeilijk kan worden omschreven op gevaar af beledigend te worden, van de heer Dehaene, gewezen eerste minister en thans voorzitter van de raad van bestuur van Dexia. Enerzijds hekelt de minister van Financiën

des banques aidées voire sauvées grâce à l'argent des citoyens, au point de ne pas hésiter à brandir la menace de la taxe bancaire. De l'autre côté, M. Jean-Luc Dehaene affiche son mépris à l'égard des citoyens, en prenant pour seul critère de référence ce qu'il appelle la « médiane du marché » pour un groupe international. Il a même eu l'indécence de présenter l'attitude de M. Pierre Mariani comme un sacrifice.

Par ailleurs, nous avons appris que la Réserve fédérale américaine avait dû, suivant le titre du journal *L'Écho*, « abreuver Dexia pendant des mois » et que l'agence de notation Moody's envisageait d'abaisser la note des trois filiales opérationnelles du groupe Dexia : Dexia Banque en Belgique, Dexia BIL au Luxembourg et Dexia Crédit Local en France. Une telle décision serait motivée par l'inquiétude que suscite la structure de leur financement. Autre sujet d'inquiétude, la conclusion du communiqué rendu public par Moody's stipule que « l'augmentation du coût de financement qu'a connu Dexia depuis 2009 pourrait remettre en question sa propension à poursuivre ses activités de financement des collectivités ».

Il est difficile de comprendre la logique de tout cela. Dexia a commis des erreurs et des errements, parmi lesquels l'échec de son aventure israélienne.

Pour faire face au risque systémique, il a fallu renflouer les « caisses bancaires », avec de l'argent public. Le ministre a parfaitement mené les opérations nécessaires, au point de faire revenir vers le budget de l'État des dividendes importants. Toutefois, toutes les leçons de la crise financière ne semblent avoir été ni comprises ni intégrées par tous les acteurs, et ce malgré l'avertissement du ministre responsable, la mise en garde péremptoire du nouveau gouverneur de la Banque Nationale, M. Coene, et les recommandations de la commission parlementaire sur la crise financière.

Monsieur le secrétaire d'État, je pense à la moyenne salariale dont disposent les citoyens normaux pour subvenir aux besoins de leur famille. Je rappelle aussi que Dexia est la banque des villes et communes et qu'elle vit, à ce titre, des emprunts des pouvoirs locaux qui, eux, sont contraints à d'énormes efforts budgétaires et occupent souvent du personnel sous-payé. J'attends beaucoup de votre réponse.

Des représentants publics siègent dans le conseil d'administration de Dexia, qui distribue ce bonus à l'instar d'une gifle donnée au citoyen belge et avec la bénédiction du conseil d'administration et de son président, M. Dehaene. Le taureau Dehaene était auparavant une image connue, mais je trouve qu'avant de jouer les matadors, il faudrait peut-être engendrer des résultats positifs.

Pourriez-vous, monsieur le secrétaire d'État, préciser la structure actuelle de Dexia ? Quels étaient les administrateurs publics au moment où le contrat de M. Mariani a été négocié ? Enfin, pouvez-vous prendre une initiative ? Dans l'affirmative, laquelle ? Quel type de réglementation envisageriez-vous concernant ces bonus ?

Enfin, quand on lit le compte-rendu du courrier adressé mi-avril aux gouvernements luxembourgeois, français et belge, et publié par *L'Écho* ce matin, je trouve qu'il y a vraiment de quoi s'interroger sur les procédures en cours au sein de Dexia.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du

de bonussen die worden toegekend door banken die geholpen, c.q. gered werden met het geld van de burgers, in die mate dat hij zelfs dreigt met een bankbelasting. Anderzijds uit de heer Jean-Luc Dehaene zijn misprijzen voor de burgers en neemt hij als enig referentiecriterium de 'mediaan van de markt' voor een internationale groep. Hij had zelfs het lef de houding van de heer Mariani voor te stellen als een oproffering.

Overigens hebben we via L'Écho vernomen dat de Amerikaanse Federal Reserve maandenlang geld heeft moeten pompen in Dexia en dat het ratingbureau Moody's overwogen heeft de rating van de drie operationele Dexiadochteren, Dexia Bank in België, Dexia BIL in Luxemburg en Dexia Crédit Local in Frankrijk, te verlagen. Die beslissing zou zijn ingegeven door de ongerustheid over de structuur van hun financiering. Een andere reden tot ongerustheid is het feit dat in het door Moody's verspreide persbericht staat dat de hogere financieringskosten waarmee Dexia sedert 2009 geconfronteerd wordt haar bereidheid om de overheden te financieren op de helling kunnen zetten.

De logica daarvan is moeilijk te begrijpen. Dexia heeft fouten gemaakt, zoals de mislukking van haar Israëlistisch avontuur.

Om het hoofd te kunnen bieden aan het systemisch risico moest de bank gered worden met overheidsgeld. De minister heeft de nodige operaties perfect uitgevoerd en heeft zelfs belangrijke dividenden laten terugloeiën naar de Rijksbegroting. Toch lijkt het dat niet alle actoren de lessen uit de financiële crisis hebben begrepen of toegepast, en dit ondanks de verwittiging van de verantwoordelijke minister, de strenge waarschuwing van de nieuwe gouverneur van de Nationale Bank, de heer Coene, en de aanbevelingen van de parlementaire commissie over de financiële crisis.

Ik denk aan de gemiddelde bezoldiging die de gewone burgers krijgen om in de noden van hun gezin te voorzien. Ik wijs er tevens op dat Dexia de bank is van de steden en gemeenten en dus leeft van de leningen van de lokale besturen, die zelf enorme budgettaire inspanningen moeten leveren en dikwijls werken met onderbetaald personeel. Ik verwacht dus veel van uw antwoord.

Vertegenwoordigers van de overheid hebben zitting in de raad van bestuur van Dexia, die deze bonus uitkeert als een kaakslag voor de Belgische burger en met de zegen van de raad van bestuur en zijn voorzitter, de heer Dehaene. De stier Dehaene was vroeger een bekend figuur, maar in de plaats van zich uit te geven als een machtige figuur zou hij beter eerst positieve resultaten neerzetten.

Kunt u mij de actuele structuur van Dexia uiteenzetten ? Wie waren de vertegenwoordigers van de overheid op het ogenblik dat onderhandeld werd over het contract van de heer Mariani ? Kunt u nog een initiatief nemen ? Zo ja, welk ? Welk soort reglementering hebt u voor ogen in verband met deze bonussen ?

Bij het lezen van de berichtgeving over de briefwisseling die medio april naar de Luxemburgse, de Franse en de Belgische regering werd gestuurd en die vanochtend door L'Écho werd gepubliceerd, vind ik dat we ons terecht vragen mogen stellen over de huidige werkwijze bij Dexia.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de

Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Je réponds sur la base des éléments qui m'ont été transmis par le cabinet du vice-premier ministre M. Reynders.

Ce sujet fait l'objet d'un vaste débat. M. Reynders a ainsi déjà eu l'occasion de répondre à des questions similaires en séance plénière à la Chambre et au Sénat. Le premier ministre a également été interpellé à la Chambre. Ma réponse se situera dans la droite ligne des réponses que ces ministres ont déjà fournies.

Je ne donnerai pas d'informations sur les derniers événements relatifs à Dexia ni sur sa situation financière. Je me concentrerai sur la question relative à la rémunération.

Tant comme mandataire local d'une commune indirectement actionnaire de Dexia qu'au nom du ministre Reynders, je confirme que les Belges sont tous interpellés par une rémunération de deux millions d'euros par an. Le commun des Belges s'étonne de telles différences entre la rémunération de grands patrons et les revenus moyens des citoyens.

Le débat est né à l'occasion d'une réforme du mode de rémunération de M. Mariani. Si le sujet suscite autant d'intérêt, c'est aussi et surtout parce que la situation financière de Dexia est à la une de l'actualité. On s'interroge très régulièrement sur la question de savoir si Dexia est sauvée. Parmi les banques que l'État a aidées, c'est sans doute celle qui connaît encore le plus de difficultés. C'est vraisemblablement pour cette raison que l'on s'interroge davantage sur la rémunération de M. Mariani que sur celle des dirigeants des autres banques, qui, reconnaissent-le, se situent dans la même moyenne.

Les dirigeants qui ont mené Dexia à la crise ne sont plus là ; ils ont été remplacés et sanctionnés. Ensuite, M. Mariani est arrivé et s'est vu proposer une rémunération choisie à l'unanimité et avec l'accord des autorités publiques belges qui sont derrière Dexia, c'est-à-dire les communes, les pouvoirs régionaux et fédéraux, ainsi que l'État français. Il y a donc eu un accord pour ce niveau de rémunération choquant pour monsieur et madame tout le monde.

Le débat est né sur le fait que le mode de rémunération a été modifié très récemment. Le montant global proposé à M. Mariani n'a pas changé. Sa rémunération a simplement été modifiée pour la mettre en accord avec les recommandations prises au niveau international afin de réduire les incitants que reçoivent les grands chefs d'entreprises bancaires pour encourager la prise de risque. On a donc voulu réduire la part variable de la rémunération des chefs d'entreprises bancaires – cette part qui est fonction des profits à court terme et qui pourrait les inciter à prendre trop de risques et à les faire courir par tout le monde – et augmenter la part fixe pour que le montant moyen total reste le même en fonction du contrat signé à l'origine, notamment avec M. Mariani. Le gouvernement belge a d'ailleurs mis un point d'honneur à ce que Dexia applique immédiatement les règles les plus strictes en matière de rémunérations, même si le niveau de celles-ci reste interpellant.

Ce sont les instructions qui ont été données aux membres du Conseil d'administration qui représentent les pouvoirs publics. Comme je vous l'ai déjà dit, les montants de 2011

Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Ik antwoord op basis van de gegevens die mij verstrekt werden door het kabinet van vice-eersteminister Reynders.

Dit onderwerp is een onderdeel van een ruim debat. De heer Reynders heeft al geantwoord op gelijkaardige vragen in de plenaire vergadering in Kamer en Senaat. Ook de eerste minister werd geïnterpelleerd in de Kamer. Mijn antwoord ligt in de lijn van de antwoorden die deze ministers al hebben gegeven.

Ik zal geen informatie geven over de jongste ontwikkelingen over Dexia of over de financiële situatie van dat bedrijf. Ik zal mij beperken tot de bezoldiging.

Zowel als lokaal mandataris van een gemeente die onrechtstreeks aandeelhouder is van Dexia als in naam van minister Reynders, bevestig ik dat geen enkele Belg onberoerd blijft bij een bezoldiging van twee miljoen euro per jaar. De gemiddelde Belg is verbaasd over dergelijke verschillen tussen de beloning van de grote bazen en het gemiddeld inkomen van de burgers.

Dit debat is gerezen naar aanleiding van een hervorming van de bezoldigingswijze van de heer Mariani. Deze zaak wekt zoveel belangstelling omdat de financiële situatie van Dexia voorpaginanieuws is. Geregeld rijst de vraag of Dexia gered is. Van de banken die de Staat gered heeft, is Dexia wellicht de enige die nog de meeste moeilijkheden ondervindt. Dat is waarschijnlijk de reden waarom er meer vragen rijzen over de bezoldiging van de heer Mariani dan over die van de bestuurders van de andere banken, die op hetzelfde niveau liggen.

De bestuurders die de crisis bij Dexia hebben veroorzaakt, werken daar niet langer, ze werden vervangen en gestraft. Daarna is de heer Mariani gekomen, aan wie een bezoldiging werd voorgesteld die eenparig werd gekozen en die de instemming heeft gekregen van de Belgische overheden die achter Dexia staan, namelijk de gemeenten, de regionale en federale overheden, alsook de Franse Staat. Er bestond dus een akkoord over dat bezoldigingsniveau, dat choquerend is voor Jan met de pet.

Het debat is ontstaan omdat de bezoldigingswijze onlangs werd gewijzigd. Het totaalbedrag dat de heer Mariani werd aangeboden, is niet veranderd. Zijn bezoldiging werd alleen maar gewijzigd om ze in overeenstemming te brengen met de aanbevelingen die op internationaal niveau werden gedaan om de stimuli te verminderen die de bedrijfsleiders van banken krijgen om hen ertoe aan te zetten risico's te nemen. Het was dus de bedoeling het variabel gedeelte van de bezoldiging van de toplui van banken – het gedeelte dat afhankelijk is van de winsten op korte termijn, dat hen ertoe zou kunnen aanzetten te veel risico's te nemen en die ook door iedereen te doen nemen – te verminderen en het vast gedeelte te verhogen, zodat het gemiddelde totaalbedrag hetzelfde blijft, afhankelijk van het contract dat oorspronkelijk werd ondertekend, inzonderheid met de heer Mariani. De Belgische regering heeft er overigens een erezaak van gemaakt dat Dexia onmiddellijk de meest strikte regels inzake bezoldigingen toepast, ook al blijft het niveau wraakroepend.

Die instructies werden gegeven aan de leden van de raad van

sont identiques à ceux de 2010. Il n'y a donc aucun changement récent dans la rémunération de M. Mariani.

L'émoi que suscite la rémunération de M. Mariani montre qu'il serait peut-être nécessaire de mener à la Chambre, au Sénat ou ailleurs, un débat plus large sur la rémunération des dirigeants d'entreprises. Le ministre Reynders a rendu public le courrier de M. Dehaene, auquel vous faites référence, qui nous interpelle en disant que tout cela est normal. Ce n'est peut-être pas normal pour tout le monde. Il conviendrait de mener un débat public sur la question de la rémunération des dirigeants de grandes entreprises bancaires voire publiques qui ne sont pas actuellement sous le feu de l'actualité, mais dont les rémunérations sont de même niveau. Le Sénat pourrait sans doute utilement organiser des auditions et se pencher sur cette question.

M. Richard Miller (MR). – Je remercie le secrétaire d'État de sa réponse.

J'ai effectivement rappelé moi-même que cette question avait été déposée il y a quelque temps déjà. Les agendas parlementaires ont fait que le débat a déjà eu lieu à la Chambre. Je me réjouis cependant de l'avoir maintenue.

J'ai également rappelé la position qui avait été défendue par le ministre Reynders, que je soutiens par ailleurs. Cela dit, si Dexia suscite davantage d'émoi, c'est parce que cette dernière est sous les feux de la rampe pour le moment, qu'il y a eu cette modification du mode de rémunération et, surtout, parce que le secteur public a une responsabilité à cet égard.

C'est bien de s'interroger sur les rémunérations importantes de hauts chefs d'entreprises, mais cette réflexion s'impose pour tout ce qui relève des entreprises publiques. On pourrait prendre l'exemple de Belgacom.

Enfin, concernant les interrogations de la Commission européenne sur la politique de Dexia, c'est vrai que M. Mariani est arrivé après les autres, mais c'est quand même lui qui est sous le feu des questions de cette Commission européenne.

Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «un trafic de matériel militaire à destination de l'armée iranienne à partir de Zaventem» (nº 5-887)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Richard Miller (MR). – Dans sa réponse aux demandes d'explications que je lui ai adressées à propos des informations publiées par le journal *De Tijd* le 26 février 2011 au sujet d'un trafic de matériel militaire destiné à l'armée iranienne, M. Schouppe m'a renvoyé vers le département du ministre Reynders.

Avant 1999, la Direction générale du transport aérien – en particulier l'inspection aéronautique – veillait au respect de la

bestuur die de overheid vertegenwoordigen. De bedragen van 2011 zijn identiek dezelfde als die van 2010. Recentelijk is er dus niets veranderd aan de bezoldiging van de heer Mariani.

De beroering die ontstaan is naar aanleiding van de bezoldiging van de heer Mariani, bewijst dat het misschien nodig is in de Kamer, in de Senaat of elders, een ruimer debat te houden over de bezoldigingen van bedrijfsleiders. Minister Reynders heeft de brief van de heer Dehaene bekendgemaakt, waarnaar u verwijst en die ons niet onberoerd laat omdat hij zegt dat dit allemaal normaal is. Het is misschien niet voor iedereen normaal. Er zou een openbaar debat moeten worden gehouden over de bezoldiging van de toplui van grote banken en zelfs overheidsbedrijven die nu niet de aandacht trekken, maar waarvan de bezoldigingen op hetzelfde niveau liggen. De Senaat zou misschien hoorzittingen kunnen organiseren en zich over deze zaak buigen.

De heer Richard Miller (MR). – Ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoord.

Ik heb er inderdaad zelf op gewezen dat deze vraag al enige tijd geleden werd ingediend. Als gevolg van de parlementaire werkzaamheden is het debat al gevoerd in de Kamer. Toch verheugt het mij dat ik mijn vraag heb gehandhaafd.

Ik heb ook gewezen op het standpunt dat minister Reynders heeft verdedigd, en dat ik overigens steun. Hoe dan ook, Dexia veroorzaakt zo veel opschudding omdat de bank nu in de schijnwerpers staat, omdat de wijze van bezoldiging werd gewijzigd en, vooral, omdat de overheidssector hier enige verantwoordelijkheid draagt.

Het is goed dat men zich vragen stelt bij de hoge bezoldigingen van bedrijfsleiders, maar dan moeten we dat doen voor alle overheidsbedrijven, zoals bijvoorbeeld voor Belgacom.

Wat de vragen van de Europese Commissie over het beleid van Dexia betreft, is het inderdaad waar dat de heer Mariani na de anderen is gekomen, maar toch ligt hij onder vuur bij de Europese Commissie.

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-earsteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «een illegaal transport van militair materieel voor het Iraanse leger vanuit Zaventem» (nr. 5-887)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Richard Miller (MR). – In antwoord op mijn vragen over de informatie die in *De Tijd* van 26 februari 2011 werd gepubliceerd over een illegaal transport van militair materieel voor het Iraanse leger verwees de heer Schouppe me naar het departement van minister Reynders.

Vóór 1999 waakte het Directoraat-generaal Luchtvaart – in het bijzonder de luchtvaartinspectie – over de naleving van de Belgische wetgeving over het luchtvervoer. De wet van

législation belge portant sur le transport aérien. La loi du 3 mai 1999 organisant la répartition des compétences à la suite de l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer au sein de la police fédérale, a limité les compétences de l'inspection aéronautique aux infractions à la sûreté et à la sécurité de l'aviation.

Dès lors, l'inspection aéronautique n'effectue pas de contrôle sur les transports internationaux, notamment de cargaisons d'armes ou de matériel militaire. Selon M. Schouuppe, elle ne disposerait pas du matériel nécessaire au tracement des colis. Par contre, les services de la douane dépendant du département du ministre disposerait de ce matériel.

L'article du journal *De Tijd* faisait état d'un trafic à partir de Zaventem, pour des dizaines de millions d'euros, à destination de l'armée iranienne. Ce ne seraient pas les services belges qui l'auraient mis à jour, mais les services américains. Le type de matériel qui aurait abondamment « transité » par Zaventem serait composé d'instruments de haute technologie pour radars et appareils de visée nocturne.

Pouvez-vous confirmer les faits ? De quelle entreprise produisant ces appareils de haute technologie provient le matériel expédié à partir de Zaventem ? Conformément aux recommandations adoptées début avril au niveau européen, quelles mesures conviendrait-il de prendre pour enrayer ce genre de trafic s'il est avéré ?

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Je lis la réponse du ministre.

L'administration générale des douanes et accises arrête et contrôle régulièrement des envois afin de vérifier le type de matériel, en vertu de ses compétences relatives à l'exportation des biens à double usage.

Les contrôles sont pratiqués tant sur la base d'éléments connus du service des douanes que d'informations externes provenant de personnes estimant qu'il y a lieu de vérifier telle ou telle cargaison. Après vérification et assistance technique éventuelle de l'autorité délivrant les licences, les marchandises sont libérées si tout est en ordre. C'est le cas quand il ne s'agit pas d'exportations interdites ou illégales, ou lorsque ces exportations ne sont pas soumises à l'obtention d'une licence spéciale ou à une autorisation particulière.

Dans l'affaire révélée par *De Tijd*, les services douaniers ont utilisé la procédure normale et ont correctement effectué les contrôles. Une enquête étant en cours, le ministre n'est pas en mesure de vous donner plus d'informations.

Enfin, il n'existe pas de recommandations au niveau européen, si ce n'est des règles générales qui ont été transposées dans le droit belge.

M. Richard Miller (MR). – Je ne suis pas déçu, monsieur le secrétaire d'État ; mieux vaut une réponse limitée en raison d'une enquête en cours que certaines réponses que j'ai parfois reçues.

Toutefois, des éléments que vous m'avez apportés suscitent mon interrogation. Ainsi, on sait qu'une zone d'ombre existe et que les licences d'exportation ne doivent pas toujours être

3 mei 1999 tot regeling van de bevoegdheidsverdeling ingevolge de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de federale politie, heeft de bevoegdheid van de luchtvaartinspectie voor inbreuken op de zekerheid en veiligheid van de luchtvaart beperkt.

Zo oefent de luchtvaartinspectie geen controle uit op internationale transporten, met name vrachten van wapens of militair materieel. Volgens de heer Schouuppe zou ze niet beschikken over het nodige materieel voor het traceren van de vracht. Daarentegen zouden de douanediensten, die afhangen van het departement van de minister, wel over dat materieel beschikken.

Het artikel in De Tijd maakte gewag van een trafiek vanaf Zaventem voor tientallen miljoenen euro's met bestemming het Iraanse leger. Niet de Belgische, maar de Amerikaanse diensten zouden dit aan het licht hebben gebracht. Het soort materieel dat overvloedig via Zaventem zou zijn gepasseerd, zou bestaan uit hoogtechnologische instrumenten voor radars en nachtkijkers.

Kan u deze feiten bevestigen? Van welke onderneming, welke die hoogtechnologische apparaten produceert, komt dat materieel dat vanaf Zaventem wordt verstuurd? Welke maatregelen moeten worden genomen, conform de begin april op Europees niveau aangenomen aanbevelingen, om die trafiek in te dijken, indien die wordt bevestigd?

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Ik lees het antwoord van de minister.

De Administratie der Douane en Accijnzen houdt geregeld zendingen tegen en controleert ze om het soort materieel te verifiëren en dat in hoofde van haar bevoegdheid voor de export van goederen voor dubbel gebruik.

De controles gebeuren op basis van bij de douane bekende elementen en van externe informatie van personen die menen dat een bepaalde vracht moet worden geverifieerd. Na verificatie en eventuele technische bijstand van de autoriteit die instaat voor de licenties, worden de goederen vrijgegeven als alles in orde is. Dat is het geval wanneer het niet gaat om verboden of illegale export of wanneer die export niet onderworpen is aan een speciale licentie of bijzondere vergunning.

In de door De Tijd onthulde zaak heeft de douane de normale procedure gevolgd en op correcte wijze controles uitgevoerd. Er is een onderzoek aan de gang en de minister kan niet meer informatie bezorgen.

Er bestaan geen aanbevelingen op Europees vlak, tenzij de algemene regels die in Belgisch recht werden omgezet.

De heer Richard Miller (MR). – Ik ben niet ontgocheld, mijnheer de staatssecretaris; liever een beperkt antwoord omdat er een onderzoek gaande is, dan sommige antwoorden die ik heb gekregen.

Toch roepen enkele van uw elementen van antwoord bij mij vragen op. Men weet dat er een schemerzone bestaat en dat niet altijd exportlicenties moeten worden gevraagd. Een

demandées. Une licence implique des vérifications mais qu'en est-il des cargaisons qui ne font pas l'objet de demandes de licence ? On touche là à la notion de transit, laquelle n'exige pas de demande de licence s'il n'y a pas de transbordement des cargaisons. D'après les informations publiées par *De Tijd*, c'est précisément dans ce cadre que le trafic aurait eu lieu. Nous attendrons les résultats de l'enquête.

Enfin, je ne partage pas les derniers propos de votre réponse. En effet, une décision de la Commission européenne est intervenue en avril pour demander aux États membres de revoir leur législation en matière de transit.

(*M. Richard Miller, président, prend place au fauteuil présidentiel.*)

Demande d'explications de M. Frank Vandenbroucke au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le recours au document visé à l'article 138bis-6, troisième alinéa, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre» (nº 5-857)

M. le président. – M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, répondra.

M. Frank Vandenbroucke (sp.a). – *On m'a demandé de m'informer en ce qui concerne l'évaluation – prévue prochainement – du droit à une assurance hospitalisation pour les malades chroniques et les handicapés. Depuis le 1^{er} juillet 2007, cette assurance leur est accessible, mais les assureurs peuvent toutefois exclure de la couverture tous les coûts liés à la maladie ou au handicap préexistant. L'assureur doit décrire ces coûts dans un document défini par l'arrêté royal du 2 août 2007.*

Le ministre a-t-il un aperçu du nombre de documents utilisés depuis la publication de l'arrêté royal ? Des informations relatives à la fréquence et à la bonne utilisation de ce document me semblent en effet indispensables pour pouvoir évaluer la situation.

Les mutualités seront-elles impliquées dans l'évaluation du droit à une assurance hospitalisation pour les malades chroniques et les handicapés ? En effet, les assurances hospitalisation des mutualités relèveront bientôt de la loi sur les contrats d'assurance terrestre.

M. Bernard Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale. – Selon le texte du document en question, « la présente annexe fait partie intégrante du contrat d'assurance susmentionné ». Étant donné que l'existence et l'utilisation de ce document supposent l'existence d'un contrat d'assurance entre un

licentie impliceert verificaties, maar wat met de vrachten waarvoor geen licentie wordt gevraagd? Men raakt daar aan het begrip transit; die vereist geen licentie als de vracht niet wordt overgeladen. Volgens de informatie van De Tijd is het juist in dat kader dat het illegale transport zou hebben plaatsgegrepen. Wij wachten het resultaat van het onderzoek af.

Ik ga niet akkoord met de laatste elementen van uw antwoord. Er is een beslissing van de Europese Commissie van april om aan de lidstaten te vragen hun wetgeving inzake transit te herzien.

(*Voorzitter: de heer Richard Miller.*)

Vraag om uitleg van de heer Frank Vandenbroucke aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «het gebruik van het document bedoeld in artikel 138bis-6, derde lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst» (nr. 5-857)

De voorzitter. – De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, antwoordt.

De heer Frank Vandenbroucke (sp.a). – Ik kreeg de vraag te informeren naar eventuele nuttige informatie in verband met de op handen zijnde evaluatie van het recht op een hospitalisatieverzekering voor chronisch zieke mensen en mensen met een handicap. Sinds 1 juli 2007 mogen verzekeraars mensen met een chronische ziekte of handicap niet meer weigeren voor een hospitalisatieverzekering. Het is verzekeraars wel toegestaan om alle kosten die verband houden met de reeds bestaande ziekte of handicap uit te sluiten. De uitsluiting van deze kosten moet door de verzekeraar beschreven worden in een document dat bepaald werd door het koninklijk besluit van 2 augustus 2007.

Heeft de minister er zicht op hoe vaak dit document werd gebruikt sinds de publicatie van het koninklijk besluit? Informatie over de frequentie en de correctheid van het gebruik van dit document lijkt me immers onontbeerlijk om de situatie te evalueren.

Zullen de ziekenfondsen betrokken worden bij de evaluatie van het recht op een hospitalisatieverzekering voor mensen met een chronische ziekte of handicap? De hospitalisatieverzekeringen van ziekenfondsen zullen binnenkort immers ook onder de wet op de landverzekeringsovereenkomst vallen.

De heer Bernard Clerfayt, staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude. – Volgens de tekst van het document vormt ‘deze bijlage een onafscheidbaar deel van de bovenvermelde verzekeringsovereenkomst.’ Aangezien het bestaan en het gebruik van dit document het bestaan van een

preneur d'assurance et un assureur, il n'y a aucune raison de renseigner l'utilisation de ce document.

Selon l'arrêté royal du 2 août 2007, en vue du respect de l'article 138bis-6, troisième alinéa, de la loi du 25 juin 1992, les entreprises d'assurances doivent appliquer le modèle de document repris en annexe de cet arrêté.

L'arrêté royal ne prévoit pas que les assureurs ou le secteur des assurances doivent tenir des statistiques concernant l'utilisation du document précité. La FSMA m'indique qu'elle ne dispose pas de statistiques à ce sujet. Il ressort de contacts téléphoniques entre la FSMA et la Vlaams Patiëntenplatform, l'Union professionnelle des entreprises d'assurances Assuralia et le médiateur des assurances qu'ils ne disposent pas non plus des informations demandées. Par conséquent, je ne puis répondre à votre question.

La loi prescrit une évaluation, à laquelle le Centre d'expertise, l'Union professionnelle des entreprises d'assurances Assuralia et les associations de patients participeront. Les mutualités n'apparaissent pas sur cette liste mais c'est, en fin de compte, le Centre d'expertise qui organise l'évaluation.

En outre, l'organe de médiation mentionné à l'article 138bis-6 est opérationnel depuis le 2 mai 2011. Le Centre d'expertise m'a, par ailleurs, signalé que l'évaluation ne pouvait être réalisée avant le second semestre 2011, ce qui laisse à l'organe de médiation le temps d'acquérir un peu d'expérience.

Enfin, conformément à la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire, les mutualités ne peuvent offrir des produits d'assurances. Les assurances hospitalisation doivent être proposées par des sociétés mutualistes jouissant de la personnalité juridique.

L'évaluation du droit à une assurance hospitalisation pour les malades chroniques ou les handicapés est réalisée, en vertu de l'article 138bis-6, quatrième alinéa, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, par le Centre d'expertise des soins de santé, par les assureurs représentés par Assuralia et par les associations de patients. La loi ne prévoit donc pas une implication des mutualités dans cette évaluation.

Toutefois, parce qu'elles exercent une activité d'assurance et que, sur la base de la loi précitée, elles relèvent de la même réglementation que les « assureurs ordinaires », on peut arguer qu'elles pourraient être impliquées dans l'évaluation en tant que fournisseurs d'assurances hospitalisation.

M. Frank Vandebroucke (sp.a). – Votre réponse concernant l'architecture de la loi et de l'arrêté royal est sans aucun doute correcte. J'ai peut-être négligé cet aspect. Je regrette toutefois qu'une sorte d'obligation de déclaration, éventuellement simplement qualitative, n'ait pas été introduite car nous naviguons en eaux troubles. Le Centre d'expertise devra s'efforcer de rassembler des données, tout en respectant la sphère privée.

Je perçois dans la réponse une certaine compréhension pour

verzekeringsovereenkomst tussen een verzekeringnemer en een verzekeraar veronderstelt, is er voor beide partijen geen enkele reden om het gebruik van dat document aan te geven.

Het koninklijk besluit van 2 augustus 2007 bepaalt dat de verzekeraars voor de naleving van artikel 138bis-6, derde lid, van de wet van 25 juni 1992 het model dienen te hanteren dat opgenomen is als bijlage bij dat besluit.

Het koninklijk besluit bepaalt niet dat de verzekeraars of de verzekeringssector statistieken moeten bijhouden over het gebruik van voormeld model. De FSMA deelt mij mee dat zij niet beschikt over statistieken over het gebruik van het betreffende document. Uit telefonische contacten van de FSMA met het Vlaams Patiëntenplatform, de beroepsvereniging van verzekeraars Assuralia, en de Ombudsdiest voor verzekeringen blijkt dat zij evenmin over de gevraagde informatie beschikken. Ik beschik bijgevolg niet over cijfers met betrekking tot het aantal keer dat het bedoelde document werd gebruikt.

De wet schrijft een evaluatie voor waaraan het kenniscentrum, de beroepsvereniging van de verzekeringsondernemingen Assuralia en de patiëntenverenigingen zullen deelnemen. In die lijst komen de ziekenfondsen niet voor, maar het is uiteindelijk het Kenniscentrum dat de evaluatie organiseert.

Bovendien is het bemiddelingsorgaan waarvan sprake in artikel 138bis-6 operationeel sinds 2 mei 2011. Bovendien heeft het Kenniscentrum mij laten weten dat de evaluatie pas in de tweede helft van 2011 kan plaatshebben, zodat het bemiddelingsorgaan toch enige ervaring kan opdoen.

Tot slot mogen de ziekenfondsen ingevolge de wet van 26 april 2010 houdende diverse bepalingen inzake de organisatie van aanvullende ziekteverzekeringen geen verzekeringsproducten aanbieden.

Hospitalisatieverzekeringen moeten worden aangeboden door maatschappijen voor onderlinge bijstand die over een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid beschikken.

De evaluatie van het recht op een hospitalisatieverzekering voor personen met een chronische ziekte of handicap gebeurt ingevolge artikel 138bis-6, vierde lid van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, door het Federaal Kenniscentrum voor de gezondheidszorg, door de verzekeraars vertegenwoordigd door Assuralia en door de patiëntenverenigingen. De wet bepaalt dus niet dat de ziekenfondsen betrokken moeten worden bij de evaluatie. Daar ze evenwel een verzekeringsactiviteit uitoefenen en ingevolge voormelde wetgeving onder gelijkaardige regels vallen als de ‘gewone verzekeraars’, kan geargumenteerd worden dat zij in de hoedanigheid van aanbieders van hospitalisatieverzekeringen betrokken kunnen worden bij de evaluatie.

De heer Frank Vandebroucke (sp.a). – Uw antwoord met betrekking tot de architectuur van de wet en het koninklijk besluit is ongetwijfeld juist. Ik heb dat misschien over het hoofd gezien. Achteraf bekeken, is het jammer dat er niet een soort van meldingsplicht, eventueel louter kwantitatief, is ingevoerd want nu varen we een beetje blind. Het Kenniscentrum zal een methode moeten zoeken om, met respect voor de privacy, toch gegevens te verzamelen.

Ik ontwaar in het antwoord een zeker begrip voor het feit dat

l'importance du rôle des mutualités, qu'il convient peut-être d'impliquer directement dans l'évaluation. J'insiste pour que le ministre plaide en ce sens auprès du Centre d'expertise, en prenant bien entendu en compte l'indépendance de celui-ci.

La réponse est intéressante. Je reviendrai sur le sujet. J'aimerais toutefois que le secrétaire d'État fasse part à la ministre de la nécessité, en vue de l'évaluation, de connaître la fréquence d'utilisation de ce document. La loi doit, si nécessaire, être modifiée.

(La séance est levée à 12 h 25.)

de ziekenfondsen belangrijke spelers zijn, die misschien rechtstreeks bij de evaluatie moeten worden betrokken. Ik dring erop aan dat de minister dat bepleit bij het Kenniscentrum, uiteraard met inachtneming van de onafhankelijkheid van het centrum.

Het antwoord is interessant. Ik neem me voor er nog op terug te komen. Het zou me echter genoegen doen, mocht de staatssecretaris aan de minister laten weten dat het voor de evaluatie nodig is een zicht te hebben op het aantal keren dat dit document is gebruikt. Desnoods moet de wet worden gewijzigd.

(De vergadering wordt gesloten om 12.25 uur.)